

N^o. 5. *K America* 3

LE
DESTIN
DE
L'AMERIQUE
OU
DIALOGUES PITTORESQUES

DANS LESQUELS

ON DEVELOPPE LA CAUSE DES EVENEMENTS ACTUELS, LA POLITIQUE ET LES INTERETS DES PUISSANCES DE L'EUROPE RELATIVEMENT A CETTE GUERRE,

ET LES SUITES QU'ELLE DEVROIT AVOIR

POUR LE BONHEUR DE

L'HUMANITE',

TRADUIT FIDELLEMENT DE L'ANGLAIS.

To maintain by fire and sword, dominion over the persons and the property of a people out of the realm, who have no share in its legislature, contradicts every principle of liberty and humanity.

If we neither can govern the Americans nor be governed by them; if we can neither unite with them, nor ought to subdue them; what remains, but to part with them on as friendly terms as we can?

L O N D O N

Printed for J. BEW, No. 28. Paternoster Row: and may be had of all Booksellers and News-Carriers in Town and Country.

1782

D. E. S. T. N.

AMERICAN



DIALOGUE

ON THE

RELATIONS OF THE

UNITED STATES OF AMERICA

TO THE

WEST INDIES

AND

TO THE

AMERICAN

REPUBLIC

OF THE

WEST INDIES

AND

TO THE

AMERICAN

REPUBLIC

OF THE

WEST INDIES

AND

TO THE

AMERICAN

REPUBLIC

OF THE

WEST INDIES

AND

TO THE

A V I S

QUI SE TROUVE DANS LA QUATRIEME
EDITION ANGLOISE.

A peine cet ouvrage a-t-il paru en Anglois, qu'en peu de jours plusieurs éditions successives ont été enlevées. Les personnages introduits sur la scene, n'ayant pas osé réclamer contre les discours qu'on leur fait tenir, cette piece ne doit point être confondue avec les fictions imaginées à plaisir, pour amuser les gens desœuvrés ou soulager ceux qui sont surchargés de *Spleen*. Elle mérite d'être consignée parmi les monumens authentiques qui doivent servir aux races futures, pour savoir l'histoire des grands événemens qui s'offrent à nos yeux, & connoître les Acteurs qui ont joué un rôle dans des scenes si mémorables. L'accueil dont le public a daigné honorer cette production, ou plutôt cette rédaction, est dû sans doute aux lumieres qu'elle jette sur l'état des puissances étrangères; que l'on chercheroit envain dans le *Morning chronicle*, dans le *London chronicle*, dans le *Daily Advertiser* & dans les autres recueils périodiques de mensonges, appelés *papiers-nouvelles*. Il faut avouer que ces compilateurs négligent trop de se procurer de bonnes correspondances en Hollande, pays où l'état



des puissances de l'Europe est jugé avec le plus d'impartialité & où leurs intérêts sont pesés dans une balance plus juste. Les étrangers verront cependant que, quand même nos gazettiers leur prouvent qu'il y a encore parmi nous bien de préjugés nationaux, notre île ne laisse pas de renfermer des hommes éclairés qui savent leur rendre justice. Le dernier dialogue pourra peut-être mécontenter les François & les Espagnols. Mais, s'ils approfondissent bien le *Système du Philosophe*, ils conviendront que son exécution leur seroit aussi avantageuse qu'aux Anglois. Un des plus profonds politiques de nos jours n'a-t-il pas écrit que le meilleur conseil qu'on pourroit donner à l'Espagne, étoit de renoncer à l'Amérique? On ne doit donc pas savoir mauvais gré au *Philosophe* d'avoir préféré le bonheur de l'humanité à celui de tel ou tel peuple. Les nations étrangères ne peuvent donc en ressentir d'autre peine, sinon celle de voir que c'est à un Anglois qu'elles sont redevables d'un plan si humain & si beau.

LES
INTERLOCUTEURS
OU PERSONNAGES SONT,

S. M. B.

LORD NORTH,

LORD WEYMOUTH,

LE DUC DE RICHMOND,

LORD GERMAINE,

LORD BUTE.

LORD SANDWICH,

Mr. STEVENS.

L'AMB. DES E. G.

Mr. DE SIMOLIN.

Un Envoyé de la Cour de FRANCE,

UN MARCHAND D'AMSTERDAM,

Des SECRETAIRES.

Des FAISEURS de PROJETS.

Un PHILOSOPHE.

La scene est au Palais St. JAMES.

DIALOGUE I.

S. M.

LORD NORTH.


ET

LE DUC DE RICHMOND.

S. M.

IL y a près de onze ans que les premières étincelles de la discorde s'allumerent en Amérique (*): il y a près de cinq ans que les intrigues d'un petit nombre de chefs audacieux & criminels, abusant de la simplicité crédule de leurs compatriotes, engagèrent la plupart de mes fideles colonies à lever l'étendard de la révolte, contre leur mere patrie. Vous n'avez, depuis ces deux époques, mon cher LORD NORTH, cessé de me promettre la prompte suppression de ces malheureux troubles. Je vous ai cru; les choses n'ont pas laissé d'aller de

• (*) Dans le discours prononcé par le Roi le 8 Novembre 1768, on trouve ces mots: „ that the spirit of faction had broke out „ *fresh* in some of the Colonies . . . that Boston was in a state „ of disobedience to all Law and Government, and had proceeded to measures subversive of the Constitution, and attended „ with circumstances that manifested a disposition to throw off „ their dependence on Great Britain.”



7

mal en pis: je crains que nous n'ayons pris une route directement contraire à celle que nous aurions dû prendre, &, qu'effectivement, nous n'en ayons trop fait, pour ramener les rebelles & trop peu pour les réduire.

L O R D N O R T H.

Quels reproches peut-on me faire? N'ai-je pas envoyé en Amérique, le Général Burgoine avec une grande Armée & l'Amiral Byron avec une grande Flotte? N'ai-je pas envoyé l'Amiral Keppel contre les François avec une Flotte formidable? Pouvois-je prévoir que le premier se laisseroit sottement prendre par les troupes les plus méprisables de la terre, que le second seroit le jouet des vents & que le troisieme seroit repoussé dans nos ports, à la suite d'un engagement où il ne tenoit qu'à lui de détruire toute la Flotte Française? Mes mesures n'étoient-elles pas immanquables? Si Burgoine avoit joint le Général Howe, si Keppel avoit battu d'Orvilliers, si Byron avoit détruit la Flotte de d'Estaing, si le Général Howe avoit attendu Washington à Philadelphie, si? les Rebelles n'auroient-ils pas été obligés de mettre bas les armes & de recourir à la clémence du Vainqueur?

L E D U C D E R I C H M O N D.

Vos mesures étoient bonnes & vos espérances légitimes si, doué d'un génie étendu & éclairé, vous eussiez eu la sage précaution de donner des



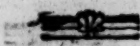
forces plus considérables à ces Amiraux & à ces Généraux ; si , par une prévoyance qui ne doit jamais échapper à l'œil d'un Ministre pénétrant , vous eussiez calculé les probabilités & pourvu aux événemens qui pouvoient tromper votre attente,

L O R D N O R T H.

Devois-je employer des forces plus considérables dans le tems que tout le monde publioit que les Rébelles n'étoient que le rebut de la plus vilé canaille, aussi lâche qu'insolente ; & qu'il ne falloit qu'un Anglois pour battre au moins six François ?

L E D U C D E R I C H M O N D.

Et voilà le mal ! nos Ministres actuellement regnans, au lieu de suivre des Systèmes justes & bien combinés, n'ont pour guides que de vains bruits, des préjugés populaires, & les exposés infideles de nos Gazettiers. Au lieu de frapper des coups décisifs, de suivre des opérations grandes & étendues, qui portent l'empreinte du génie, & annoncent la majesté de la nation, ils ne connoissent que de misérables petits expédients qui les déshonorent, s'ils échouent, & ne leur procurent aucune gloire, s'ils réussissent. Que ne prennent-ils pour modèle, LORD CHATHAM, cet illustre patriote, dont nos derniers neveux ne prononceront le nom qu'avec attendrissement, & avec qui la gloire, hélas ! de l'Empire Britannique, semble être descendue dans le tombeau ? Quand la voix du peuple le poussa



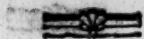
dans le Ministère, la retraite de Bing & la perte de Minorque avoient étourdi les Anglois ; son génie brûlant & actif porta l'espérance & la vie dans toutes les parties de l'empire : des opérations vastes & hardies annoncerent partout le peuple dominateur des mers & le vainqueur des nations. En peu de tems, tous les ports de France furent bloqués, sa marine fut détruite, l'Espagne qui accouroit à son secours, fut humiliée & dépouillée. Il eut mis pour toujours nos ennemis hors d'état de se relever, si l'envie que ses succès faisoient gémir, ne l'eût éloigné d'une cour dont ses vives lumières offusquoient la vue foible & bornée.

L O R D N O R T H.

N'avois-je pas, Mylord, affaire à des ennemis réduits à des expédiens semblables, pour ne pas dire pires ? A quelles pauvres ressources n'avons-nous pas vu le conciliabule des Américains & le ministère de France avoir recours ? Dans le tems qu'ils éclaterent contre nous, paroissoit-il nécessaire d'étaler toutes les forces d'une nation déjà épuisée par ces grands coups qui sont, selon vous, un objet d'admiration, & selon moi l'unique cause de notre foiblesse actuelle ?

L E D U C D E R I C H M O N D.

Ne vaut-il pas mieux frapper à coups sûrs ; & ne gagne-t-on pas plus en faisant à propos des efforts extraordinaires, qu'à se ruiner & se consumer en détail ? Vous avez laissé nos ennemis s'élever,



au niveau de notre grandeur. Vous n'avez pas su prévenir leur jonction formidable. N'est-il pas à craindre qu'avec leurs efforts combinés ils n'achèvent de nous chasser des deux Indes & ne viennent nous dicter la loi dans notre pays?

L O R D N O R T H.

Tel est le langage outré des partisans de l'opposition : ils font naître des chimères pour avoir le plaisir de les combattre. Ils ressemblent à ces enfans qui s'amuse à faire voler dans l'air des bulles d'eau & de savon, qu'un souffle fait naître & qu'un souffle détruit.

LE DUC DE RICHMOND.

Je vois bien, Mylord, que le patriotisme parle envain à des Ministres qui ont juré de sacrifier le bonheur de l'Etat & peut-être son existence à leur ambition.

(*En s'adressant à S. M.*) Sire, mon zèle pour vous, ce que je dois à ma patrie, m'obligent de vous dire hardiment la vérité. La fin de votre règne commencé sous les plus brillans auspices, ne sera citée que comme l'époque de la honte de notre nation, si vous ne renvoyez des ministres qui commencent par vous égarer par incapacité & finissent par vous trahir par entêtement.

DIALOGUE II.

S. M.

LORD NORTH,

ET

LORD WEYMOUTH.

LORD WEYMOUTH.

Je viens d'apprendre par mes émissaires dans le continent, que la France ne peut remplir les emprunts qu'elle a ouverts, qu'elle ne peut recruter les matelots que la guerre enlève, & que nous avons tout à espérer de l'état déplorable où nos braves armateurs ont réduit son commerce, & du découragement naturel à cette nation, aussi vive à s'engager à la première lueur d'espoir, que facile à se rebuter au moindre revers.

LORD NORTH.

Je l'avois prévu. J'ai toujours su apprécier les ressources de la France. Tout ce que je craignois c'est, qu'ayant confié ses finances à un Nonconformiste, calculateur subtil, le Roi n'eût en vue de sonder les dispositions du peuple, pour faire des changemens utiles. Je vois maintenant que Neker n'est, ainsi que moi, qu'un homme à expédiens; & que sa qualité d'étranger lui ôtera toujours la pensée de proposer des innovations né-



cessaires , mais qui feroient trop de mécontents. Tant qu'il ne pourra faire des emprunts représentés par des taxes proportionnelles , ils ne seront ni faciles à remplir , ni analogues aux besoins de l'Etat. Ce gouvernement a perdu tout son crédit. Ainsi , tant que ces impôts ne seront assis ni ces emprunts garantis par les Etats de la nation , jamais la France ne fera pour nous une rivale formidable. Ce sera toujours une masse énorme , qui ne pourra lutter contre ses ennemis , qu'avec de grosses chaînes ; tandis que l'Angleterre , plus petite à la vérité , mais ayant , à l'aide de son crédit national , tous ses mouvemens libres , prévaudra toujours avec les forces de l'impulsion sur une puissance qui n'a que les forces de la pesanteur. Et comme les François n'auront pas la patience nécessaire dans une guerre qui doit traîner en longueur , nous gagnerons beaucoup , si nous gagnons du tems. L'Amérique , désolée par les courses de nos troupes , se découragera peu à peu : nos partisans dans ce pays saisiront l'occasion pour répandre adroitement qu'elle ne peut pas plus exister sans nous , que le corps humain ne peut subsister sans tête.

S. M.

Je ne fais où vous puisez toute votre science, Mylord ; mais , quand vous parlez , vous êtes toujours sûr de me convaincre : tout ce que vous venez de dire me paroît d'une vérité , à laquelle il n'y a rien à répliquer. Si donc , comme il arrive

toujours, nous essayons des revers, je suis résolu d'en inférer, que l'erreur est dans les événemens & non pas dans vos conjectures. Mais ce Sartine, dont vous ne parlez pas, il nous a joué un vilain tour. Je ne fais quel frémissement mêlé d'effroi s'empare de mes sens, toutes les fois que je pense à cet homme.

L O R D W E Y M O U T H.

Je vous avouerai, Sire, que c'est effectivement l'homme dont nous devons le plus nous défier. On a cru qu'il n'y avoit pas le moindre rapport entre l'emploi de calculer le nombre des filles de bien nécessaires dans une grande ville, de troubler ces hommes à talens qui savent industrieusement dépouiller des enfans de famille, & l'emploi de rendre la vie au corps languissant d'une vaste monarchie. On s'est trompé. Il ne faut pour l'un & l'autre emploi, qu'un esprit d'ordre, de l'application, de l'activité, de la pénétration. Sartine avoit ces qualités. Des flottes nombreuses sortirent tout à coup des ports de France. Une marine fut créée. L'Angleterre vit reparoitre avec étonnement une rivale qu'elle croyoit avoir anéantie.

L O R D N O R T H.

Tant il est vrai que le génie peut tout. Heureusement qu'avec l'esprit le plus fertile en ressources, Sartine ne fait pas tout ce qu'il voudroit. S'il ne tenoit qu'à lui, je ne doute pas



qu'il ne nous opposât bientôt deux à trois cents vaisseaux de ligne: mais la perte du crédit national l'arrête & lui dit impérieusement: tu n'iras pas plus loin. Vous m'avouerez que nous l'avons furieusement étourdi par la prise de Pondichéri & par la terrible playe que nous avons faite au commerce François. La pitoyable apologie qu'il fit alors!

L O R D W E Y M O U T H

Mylord, nous avons tout lieu de nous attendre à des brillans succès. Il sera toujours impossible à la France de soutenir, sans liberté nationale, une guerre maritime, dont la base porte nécessairement sur le crédit national, qui ne peut exister sans liberté (*). Or, il n'y a pas d'apparence que la nation Françoisse recouvre ses droits. Il y a quelques années qu'un de ses Contrôleurs-Généraux me jetta dans une peur terrible. Il coupoit dans le vif. Nous étions perdus, s'il fût resté dans le ministère. Ce patriote enthousiaste n'alloit à rien moins qu'à établir une liberté générale de religion & d'industrie. Combien cette opération n'auroit-elle pas attiré d'hommes industrieux & même de matelots en France, où ils auroient gagné plus qu'ailleurs & dépensé moins, parce que le pays produit toutes les choses de première nécessité & tant de choses qui rendent la vie agréa-

(*) On voit que nos ministres, dans le tems même qu'ils font tous leurs efforts pour établir le despotisme, ne peuvent s'empêcher d'en reconnoître les déplorables effets.

ble ! Que d'opulens rentiers , dont les capitaux sont dans les fonds de France , seroient allés demeurer dans ce pays de fées ! Combien les effets royaux n'auroient-ils pas augmenté la masse de la circulation ! Alors , au lieu de verser chez l'étranger les intérêts de ses dettes , la France les eût répandus dans le même sein où elle les avoit puisés ; & les nations voisines , dont les particuliers avoient prêté à la France , eussent été prises pour dupes. Mais , heureusement , nous payâmes dans le pays tant d'écrivains pour décrier ce dangereux Ministre , tant de courtisans pour le perdre auprès du Roi , tant d'ecclésiastiques pour soulever le peuple , que le pauvre Turgot n'a pas tenu plus longtemps que tous les Ministres qui veulent le bien de leur patrie. Quel crédit la liberté civile & religieuse n'eût-elle pas donné à la France & quel malheur c'eût été pour l'Angleterre !

S. M.

A vous dire le vrai , Louis XVI a bien fait. La condition d'un Roi d'Angleterre n'est gueres à envier. Mais , je crains que la guerre , tirant ainsi en longueur , les ressources ne nous manquent pour subvenir aux frais des opérations qu'elle exige.

L O R D N O R T H.

Nous ouvrirons des emprunts énormes par voie de Lotterie. Il est vrai que c'est un moyen vicieux de puiser dans les bourses du peuple : il est dangereux de ne pouvoir défendre un Etat qu'en cor-

III AUGUSTE



rompant les mœurs: il ne convient guères à la dignité de notre nation d'avoir recours aux mêmes expédiens qu'on employe, pour réparer un pont de campagne (*) ou un hôpital qui tombe en ruines. Mais, si l'argent nous manque, nous aurons recours à nos bons amis les Hollandois, qui ne nous oublieront pas dans le besoin.

S. M.

Il est vrai que, depuis quelque tems, ils ne cessent de nous adresser des plaintes: j'espère cependant terminer cette affaire à l'amiable. Quand tous nos amis semblent s'être concertés pour nous retirer leurs secours, il est à propos de ménager ceux qui nous conservent leurs bourses.

(*) Il y a dans l'original *to repair a country-bridge or a decayed hospital.*

L O R D N O T H

DIALOGUE III

DIALOGUE III.

S. M., LORD NORTH, LORD WEYMOUTH,
LORD GERMAINE, LORD BUTE, LORD
SANDWICH, M. STEPHENS, LE DUC
DE RICHMOND, PLUSIEURS SECRE-
TAIRES.

Lord Weymouth.

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! La Georgie est conquise. Toute cette immense Province vient d'abjurer la tyrannie du Congrès. Plus de deux cents habitans ont prêté le serment *d'allegiance*. Le Lieutenant-Colonel Prevost vient d'entrer dans la Caroline: il a pénétré jusqu'à Charles-town: il étoit devant cette ville, quand ses dépêches sont parties: elle est sans doute soumise à l'heure qu'il est. Prevost, en s'avancant toujours dans le cœur du pays, ne manquera pas de rencontrer la grande armée Britannique qui s'avance du côté opposé; les Américains, pris entre deux feux & accablés par le nombre, ne seront que trop heureux de racheter leurs vies & leurs biens par le sacrifice de leurs droits & de leurs funestes libertés. L'Amiral Byron nous a promis de nous donner de bonnes nouvelles du comte d'Estaing. Il espère ferrer de si près cette anguille, qu'elle ne lui échappera plus. On dit que sa déconvenue

B



Ste. Lucie , l'a guéri pour toujours des résolutions hardies & des attaques périlleuses.

Lord Germaine entre.

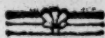
Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! l'Amiral Collier a surpris les Américains dans la Baye de Penobscot. Il a détruit ou forcé les Rébelles à détruire quinze de leurs vaisseaux de guerre: il a brûlé vingt-quatre navires de transport. Leurs troupes, au nombre de quinze cens hommes, ont cherché leur salut dans les forêts: ces maudits rebelles ne manqueront pas de périr dans ces déserts affreux. Ce n'est pas tout. Le Major-Général Tryon s'est présenté devant les villes ou villages de New-haven , de Norwalk , de Greenfield & de Fairfield. On peut dire à sa louange que les ordres du Ministère n'ont jamais été exécutés avec plus de précision. Il a porté le dégât, l'incendie & le meurtre partout. Les prières de ces scélérats étant autant de sacrilèges, on a cru servir le ciel en livrant aux flammes les édifices où ils invoquoient l'Etre suprême contre nous. Comme il seroit à souhaiter que cette race criminelle fût exterminée de la surface de la terre, on n'a pas manqué de maltraiter les meres qui donnoient le sein à leurs enfans: on auroit mis toutes leurs femmes & filles en état de nous donner un sang plus pur, si presque toutes n'avoient pas fui, échevelées & presque nues, dans les rochers d'alentour. Les loyaux Américains se sont, ainsi que les Hessois, distingués dans cette mémorable expédition: les trou-



pes Angloises n'ont pas démenti leur ancienne bravoure & leur vigueur ordinaire. Le Colonel Tryon observe avec beaucoup de justesse que , si cette maniere de faire la guerre n'est guere conciliable avec l'humanité, elle est cependant efficace pour accabler des gens qui ne veulent pas se soumettre.

Le Duc de Richemond.

Juste ciel ! quel affreux système je vois introduit dans une cour à qui notre nation communiquoit jadis son caractère de grandeur d'ame & de générosité ! Hommes féroces ! hommes impitoyables ! vous ne voulez donc dominer que par le fer & le feu ! Vous ne voulez donc regner que sur des décombres & sur les cadavres de vos freres & de vos concitoyens ! Depuis le commencement de ces malheureux troubles, dont votre ambition a attisé le feu, vous n'avez encore combattu que comme des bandes de brigands & comme ces hordes sauvages que vous payez pour vous apporter les dépouilles sanglantes des chevelures de vos concitoyens ! Ne voyez-vous pas que ce système, outre qu'il déshonore le nom Anglois, n'est propre qu'à produire un effet directement opposé à vos vues. Vous dites que les Américains sont, pour la plus grande partie, affectionnés pour vous : ainsi ces incendies, ces horreurs, ne tombent presque que sur vos amis : est-il un moyen plus capable de les aliéner & de les décider sans retour contre leur mere-patrie ?



Un Secrétaire entre.

Quelles nouvelles ! Sire ! quelles nouvelles ! Le Lieutenant-Colonel Prevost, au lieu de prendre Charles-town, comme il nous l'avoit promis, s'est fait repousser par le Général Lincoln, après avoir perdu plus de mille hommes dans cette expédition. Ce revers peut entraîner la perte de la Georgie. Nous l'aurons échappé belle, si Prevost ne partage pas le triste sort de Burgoine.

Le Duc de Richmond.

Ne vous avois-je pas dit qu'il ne feroit pas si facile de réduire les Américains ?

Un autre Secrétaire entre.

Quelles nouvelles ! Sire ! quelles nouvelles ! L'Amiral Hopkins a intercepté une partie de notre flotte des Indes occidentales qu'il a conduite à Boston : plusieurs de nos vaisseaux de guerre viennent de tomber entre les mains des Rébelles : ils ont repris d'assaut le fort de Stoney point & passé au fil de l'épée ou fait prisonnière toute la garnison. Il est vrai qu'ils ont détruit ce fort autant qu'ils ont pû : ils n'ont laissé personne dedans ; aussi l'avons-nous repris avec la plus grande facilité ; & ce qui vaut encore mieux, l'intrépide Corsaire Cunningham vient d'être conduit dans nos ports.

Lord North.

Ces pertes sont peu de chose : j'espère qu'elles feront amplement compensées par des nouvelles plus heureuses ; voici Lord Bute qui nous en apporte ; car il a une lettre entre les mains. En attendant, pour distraire l'attention du peuple & le consoler, nous ne ferons pas mal d'envoyer à la potence cet infame Corsaire Cunningham.

Lord Bute.

Hélas, Mylord ! nous ne sommes en effet malheureux que pour n'avoir pas assez fait pendre. Ce Comte d'Estaing, que nous avons tenu si longtemps prisonnier dans la dernière guerre & que nous avons si imprudemment renvoyé en France, au lieu de l'envoyer à *Tiburn*, est l'auteur de tous nos revers. Il me souvient qu'avant de quitter l'Angleterre, cet homme que nous regardions comme un insensé, demanda au ciel de voir le jour où nous n'aurions pas un pouce de terre en Amérique. *Dieu me damne*, ou je crois que ses vœux commencent à s'accomplir. Les François viennent de nous prendre l'Isle de St. Vincent. D'Estaing a volé ensuite vers la Grenade : mon pauvre neveu le Lord Macartney s'est défendu avec la dernière bravoure : heureusement qu'il n'a pas été blessé ; il a préféré de se rendre à discrétion. Il s'attendoit que l'Amiral Byron viendrait le délivrer ; l'Amiral est effectivement venu ; mais les François l'ont si mal reçu qu'il a jugé à propos



d'aller chercher des renforts : on ne fait pas encore s'il a su leur faire lâcher prise.

S. M.

Juste ciel ! Ce malheur n'entraîneroit-il pas la perte de mes treize Colonies ? Hélas ! que deviendront les Augustes & nombreux rejettons du sang royal , dont l'Etre Suprême a daigné bénir mon hymen avec ma chère Charlotte ? A peine mes sujets Britanniques daignent-ils leur assigner des revenus conformes à leur rang. Je destinois à chacun une de ces Provinces. Nous aurions fondé d'autres Colonies pour ceux qui viendront encore. Ils les auroient tenues pendant quelque tems à titre de vice-royauté. L'Angleterre eût été déchargée de leur entretien. Lorsque le grand moment marqué par la providence pour la dépendance de l'Amérique , seroit arrivé , mon illustre postérité auroit regné sur vingt à trente royaumes peuplés & florissans. L'Angleterre eût toujours trouvé d'utiles & fideles alliés parmi eux. Ce sont de bien méchans Républicains que ces Colons !

*Mr. Stephens , Secrétaire de
l'Amirauté , entre.*

Sire , la fortune semble conjurée contre nous. Paul Jones , avec une escadre sous pavillon Américain , vient de brûler seize bâtimens dans le port de Hull ; plusieurs navires marchands sont tombés

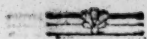
dans ses mains: enfin le *Serapis* & le *Scarborough*, deux beaux vaisseaux de guerre qui escortoient la flotte du Nord, ont été attaqués par ce forcené & se sont rendus après un carnage affreux. On dit qu'après s'être rassasié de sang, ce détestable pirate s'est sauvé dans les ports de Hollande.

S. M.

S'il a réellement choisi une pareille retraite, le coquin ne m'échappera pas, quand il auroit des lettres de marque signées de la propre main de Louis. Je vais prier mes bons & fideles alliés, les Etats-Généraux, de l'arrêter. Ils ne me refuseront pas ce petit service.

Un autre Secrétaire entre.

Sire! on ne sçait plus ce qu'est devenue la flotte que nous avons fait sortir de Plymouth. On vient d'afficher à la bourse une récompense pour celui qui la retrouveroit, avec le jeune Prince qui s'est égaré avec elle. Auroit-elle pris les ports de France pour ceux d'Angleterre? Il est sûr que l'ennemi est devant Plymouth. L'alarme est générale sur la côte. La plupart des habitans se sont sauvés, un pied chaussé & l'autre nud. On donnoit vingt guinées pour un carosse. Hommes, Femmes, Enfans, c'étoit à qui se montreroit le plus habile à la course. Une forêt d'arbres superbes, rangés en belles allées, tirées au cordeau, a été abattue sur le champ, parce qu'on craignoit qu'elle ne favorisât l'invasion de l'ennemi. Le pro-



priétaire n'étoit pas trop content. Si c'est de cette façon que nous entendons la défensive, nous ne tarderons pas à voir les ennemis dans Londres, n'en déplaîse au savant Doyen de Glocester. Les François, éternels plaifans, par conséquent souvent mauvais plaifans, & ne pouvant digérer que nous apellions *Canal Britannique* ce qu'ils appellent la *Manche*, écrivent que nous n'avons rien à craindre, parce que nous avons les François & les Espagnols dans notre *manche*.

S. M.

O Ciel! veille sur les jours de mon fils! préserve-le surtout de la fureur d'un insolent & superbe ennemi.

Lord Sandwich entre.

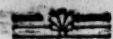
Sire, nos ennemis triomphent. Mais....

S. M. en l'interrompant.

Hélas! quelles nouvelles me donnerez-vous de mon fils & de ma flotte?

Lord Sandwich.

Sire! votre fils est sain & sauf. La flotte Britannique est entrée toute entière dans le port de Plymouth, à l'exception du vaisseau l'*Ardent*. Ce que nous avions prévu, est arrivé. Les ennemis n'ont osé effectuer une descente. Pendant qu'ils se montraient avec autant d'ostentation que d'inv-



tilité devant nos ports, nous sauvions les riches flottes des Indes orientales & occidentales; & lorsqu'elles ont été en sûreté, nous sommes rentrés honorablement, parceque l'honneur ne consiste pas moins à prévenir les revers, qu'à se procurer des succès. En sauvant par ce chef-d'œuvre d'opération politique, notre commerce, nous conservons habilement notre crédit & nos ressources: vous verrez la France s'épuiser peu à peu en stériles efforts: la désunion éclatera entre les flottes combinées: les maladies emporteront une grande partie des équipages qui ne sont pas habitués à la mer. Ou je suis bien trompé, ou l'occasion se présentera d'attaquer avantageusement notre ennemi: alors nous le trouverons plus facilement qu'il n'a su nous trouver.

Le Duc de Richmond.

Ainsi nos ministres sont réduits à des expédients précaires & aux conjectures les plus incertaines; ils sacrifient toujours l'honneur de la nation Britannique: ils s'approprient adroitement la gloire des succès dûs à des hazards heureux: ils rejettent les revers sur le caprice des vents. Que les tems sont changés! une fuite honteuse exposée comme un chef-d'œuvre de politique! Pourquoi les François n'auroient-ils pu s'avancer aussi bien que nous vers les côtes d'Irlande? Et, s'ils avoient imaginé de bombarder ou de prendre Plymouth, que serions-nous devenus? Que devoient penser nos braves Bretons, en fuyant devant l'ennemi!



Lord Sandwich.

Il est vrai que le vieux sang Britannique pétillait dans leurs veines. Capitaines, pilotes, officiers, soldats, matelots, mousses, tous enfin se sont écriés contre cette retraite, qu'ils appeloient une fuite honteuse : pour les calmer, il a fallu leur montrer les ordres de la cour. Le brave Capitaine Ross n'a pu digérer cette nouvelle. La fureur dans les yeux, la rage dans le cœur, il a brisé son télescope sur le tillac. Pour qu'il ne fût pas dit qu'il eût vu fuir une Flotte Britannique, il a pris sa résolution en homme de cœur. Il ne s'est pas, il est vrai, pendu ni brûlé la cervelle, pour l'honneur de sa patrie : il s'est retiré dans son cabinet qu'il a fait hermétiquement fermer. Il a refusé de voir la lumière du jour : il n'a voulu voir, jusqu'à son débarquement, que celle de la chandelle.

Lord Shelburne.

Pourquoi n'avoir pas laissé ces braves gens éprouver leur courage contre les François ? Ils n'avoient que vingt vaisseaux de moins que l'ennemi. C'est, selon moi, un axiome aussi vrai que les dogmes de l'évangile, qu'une femme Angloise pouvant battre trois François, à plus forte raison un vaisseau Anglois en peut battre deux François d'égale force. La France est au moins une fois plus peuplée que ne le sont les Isles Britanniques. Ne l'avons-nous pas battue à Poitiers, à Crécy, à Azincourt, à



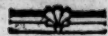
Bleinheim , & surtout dans la dernière guerre ? Vous voyez , Mylord , que pour haïr les ministres , je n'en aime pas plus les François.

Lord Sandwich.

Mylord , vous avez raison. Aussi le Général Braddock qui se laissa détruire par une armée françoise plus de la moitié moindre que la sienne , fit très bien de se faire tuer. Aussi l'Amiral Matthews & l'Amiral Bing , pour s'être laissés battre par les François à forces égales , ont-ils reçu la punition qu'ils méritoient. Matthews fut dégradé & Bing fusillé sur son bord : peu s'en est fallu que Keppel n'ait , pour le même crime , éprouvé le même sort. Soit dit , sans offenser personne , je crois que c'est à cette indulgence extrême que nous devons les petits revers que nous venons d'essuyer. Pour empêcher ces sortes de trahisons dans la suite , je pense qu'il seroit plus sûr de n'attaquer les François que lorsque nous serons au moins trois contre un. C'est le parti que prit Chatham. Aussi pendant que Louis le bien-aimé buvoit sa bouteille , caressoit Madame de Pompadour , & déplaçoit ses meilleurs officiers , nous ne manquâmes pas de battre les François partout , nous leur prîmes le Canada , le Cap-Breton , la Martinique , la Dominique , la Grenade , & plusieurs autres possessions considérables , & nous les chassâmes de l'Afrique & des Indes orientales.

Lord Shelburne.

Je pense que nous eussions poussé nos conquêtes



jusqu'à Paris, lors surtout de cette éclatante expédition où nous fîmes l'importante & glorieuse conquête de l'île d'Aix. Nos braves soldats, n'ayant trouvé que trois ou quatre invalides pour s'opposer à leur invasion, exercèrent leur noble valeur sur les chapelles qu'ils détruisirent, sur les statues des saints qu'ils traînèrent dans les rues, sur les croix qu'ils brisèrent & sur les vases sacrés qu'ils mirent sans façon dans leurs poches. Il faut avouer que ces petits Bretons nous firent aussi un très mauvais accueil. Il leur reste sans doute un peu du sang ardent de nos grand Bretons.

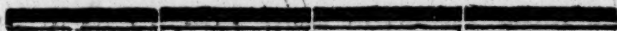
S. M.

Tous ces petits débats n'aboutissent à rien. Nous ne devrions penser qu'aux moyens de lever de nouveaux subsides & s'ils ne peuvent suffire à nos besoins, qu'à sonder les puissances étrangères qui peuvent nous secourir. Nous avons encore dans le continent, des alliés qui sont puissants: il ne reste plus qu'à savoir s'ils sont également de bonne volonté. Il vient d'arriver un nouveau Ministre Plénipotentiaire de Pétersbourg. J'ai entamé avec cette Cour une secrète négociation, dont le résultat jettera tous mes ennemis dans l'étonnement.



D I A L O G U E IV.

S. M., MR. DE SIMOLIN, LORD NORTH.



S. M.

Nous avons, Monsieur, toujours été, votre Auguste Impératrice & moi, unis du lien le plus étroit. Les secours que je lui ai fait passer foudrement dans sa dernière guerre avec les Turcs, & les secours que ces perfides François ont envoyés à ces maudits infideles, voilà des preuves convaincantes que ses intérêts s'accordent avec les miens. Tous mes sujets voient d'ailleurs par l'exacte régularité avec laquelle je pratique tous les devoirs de ma religion, que le zèle le plus étendu de la foi chrétienne embrase mon cœur. Ce zèle n'est pas un des moindres motifs qui m'attachent à Votre Auguste Maîtresse. S'il n'eût tenu qu'à moi, elle pourroit actuellement faire dire la grand' messe suivant le rit grec dans la mosquée de Sainte Sophie à Constantinople. Ainsi, je ne doute point que, dans la conjoncture critique où je me trouve, je n'aye tout à espérer de sa reconnoissance & de son amitié pour moi.

Mr. de Simolin.

Sire, je crois que les motifs qui déterminent la



bonne volonté de V. M. en faveur de mon Auguste Maîtresse, sont très nobles & très chrétiens. On fait que l'illustre Catherine est trop accessible aux notions les plus exactes de l'équité & aux sentimens les plus tendres du cœur, pour être insensible à votre affection pour elle. Elle n'auroit, cependant, pas été fâchée que, dans la dernière guerre qu'elle eût à soutenir, V. M. l'eût assistée de secours plus efficaces. Elle ne seroit pas fâchée qu'actuellement, pour mieux lui prouver le zèle que vous étalez pour la foi chrétienne, vous voulussiez renoncer à votre alliance avec l'Empereur de Maroc, avec les Régences d'Alger, de Tunis & de Tripoli, peuples de Pirates & de Brigands, ennemis du genre humain, & partisans non moins opiniâtres que les Turcs, de la loi de l'imposteur Mahomet.

S. M.

Je ne fais pourquoi, mon cher Mr. de Simolin; mais la nation Britannique s'est toujours sentie un penchant décidé pour les intérêts de ces petits peuples Africains, que les Européens se plaisent à décorer du titre de Barbares. Mes ennemis affectent même de dire que c'est la sympathie de mœurs qui nous lie avec eux. Je ne vois gueres jour à renoncer à une alliance qui est si fort du goût de la nation.

Mr. de Simolin.

Sire, il y a des tempéramens à prendre. Quelle

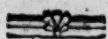
reconnoissance auriez-vous pour une puissance qui vous enverroit actuellement quarante vaisseaux de guerre & cinquante mille hommes?

S. M.

Ah! mon cher Mr. de Simolin, si l'Auguste Autocratrice de toutes les Russies nous rendoit cet important service, nous ferions, pour convertir, je voulois dire pour sauver son ame, réciter des prieres dans toutes les églises de la religion dominante. Si elle venoit à mourir, nous lui érigerions un buste superbe dans l'Eglise de Westminster; & comme elle aime beaucoup la compagnie des grands hommes, nous la mettrions entre Pope & Newton, à moins qu'elle n'aimât mieux se trouver auprès des cendres d'Oldfield ou de Henri VIII.

Mr. de Simolin.

Comme ma Maîtresse m'a toujours paru plus occupée des intérêts de la vie présente, qu'ambitieuse des honneurs dont la vanité prétend repaître les morts, je doute qu'elle trouvât dans vos propositions un dédommagement satisfaisant pour ses quarante vaisseaux & ses cinquante mille hommes. Il y a d'autres moyens de s'arranger. Par exemple, elle soupire depuis longtems pour avoir un port dans la méditerranée. Ah! une pareille acquisition lui seroit si commode pour le commerce qu'elle projette de faire par le détroit de Gibraltar & par le Bosphore, dont le passage lui est li-



bre ! Je suppose que vous lui cédassiez l'Isle de Minorque. Vous trouveriez une indemnisation équivalente dans l'Isle de Corse, qu'elle vous aideroit même à enlever aux François. Et, comme nos navigateurs ont découvert dans l'Archipel Russe, un passage qui communique à l'Amérique septentrionale, ne pourriez-vous pas nous céder encore le Canada ou d'autres possessions adjacentes ? Considérez, Sire, que, pour votre intérêt, notre Autocratrice renonceroit aux grands avantages qu'elle attend d'un commerce direct avec vos colonies, qu'avec son secours vous ne manquerez pas de reconquérir. Un pareil service mérite bien une petite reconnoissance.

S. M.

Je ne m'attendois pas, Monsieur, à des propositions aussi étonnantes. Je ne puis y répondre qu'après en avoir conféré avec mes Ministres.

(*Mr. de Simolin se retire.*)

Lord North.

Je vous avouerai, Sire, qu'en effet ces propositions sont bien extraordinaires. Si je ne craignois quelque émeute d'une nation si prompte à s'allarmer pour des riens, je ne fais ce que je conseillerois à V. M. La nécessité des circonstances couvre bien des choses. Jacques I & Charles II n'ont-ils pas vendu, l'un les places qu'il possédoit en Hollande, & l'autre, la ville de Dunkerque ;

que, pour subvenir à des besoins bien moins urgents?

S. M.

Nous discuterons cette affaire une autre fois. Auparavant, je voudrais savoir si nous n'avons rien à attendre de nos autres amis & alliés. Que pensez-vous de notre bon ami le Roi de Prusse?

Lord North.

J'ai peine à compter sur ce Monarque. Nous n'avons que trop éprouvé qu'il n'est d'intelligence avec ses amis, que lorsqu'il y a quelque chose à gagner. Je fais qu'il brûle de se former une puissance maritime. Je viens de parler à son Ambassadeur.

S. M.

Eh! quelles sont ses propositions?

Lord North.

Je pense que si nous lui céditions Gibraltar & si nous connivions à ce qu'il partageât la Hollande avec l'Empereur, il se feroit fort d'introduire trente mille Prussiens dans Boston.

S. M.

O Ciel!

Lord North.

La chose n'est pas si étonnante. Louis XIV & Charles II n'avoient-ils pas déjà fait ce partage?



Et se souviendrait-on que la Hollande eût existé, si l'amour des plaisirs n'eût mal-à-propos entraîné le Monarque François à Paris ? Je craindrois seulement qu'il ne fût difficile de rappeler les trente mille Prussiens une fois débarqués en Amérique. Nous avons vu par l'exemple de la Silésie & de la Pologne, qu'il n'est pas aisé de faire sortir ces gens-là des endroits où ils sont entrés. Il seroit à craindre qu'étant maîtres de la Hollande, il ne leur prît envie de s'établir solidement dans le nouveau monde & même dans les Indes orientales.

S. M.

Vos paroles, Mylord, sont pour moi des traits de lumière. Mais que dites-vous du zèle que ce Monarque commence à faire éclater pour la religion ? Il recommande actuellement à tous ses ministres de faire de bons chrétiens de ses sujets.

Lord North.

Je m'imaginerois que ce vieux Renard n'agit pas sans motifs. Son intention ne seroit-elle pas de prévenir en sa faveur les Puritains fanatiques de Boston, à qui sa tolérance un peu trop large a inspiré des préjugés contre lui ? Je n'aime point cette monarchie, & je m'en défie. Elle cherche à acquérir la solidité qui lui manque. Elle ne se soutient que par le génie du Monarque & par un gouvernement que je nomme militaire, pour couvrir d'un voile l'image du plus rigoureux despotisme qui fût jamais : gouvernement funeste aux sujets, alarmant pour l'Europe & inutile à ses al-



liés, à moins qu'ils ne se sacrifient pour le Monarque.

S. M

A qui devons-nous donc avoir recours?

Lord North.

Nous n'avons rien à espérer de la Suede. Elle est trop aveuglément dévouée à la maison de Bourbon. Le Roi de Danemarck pourroit nous assister. Je crains seulement qu'ayant quelques établissemens en Amérique, il n'appréhendât de les voir tomber entre les mains des François ou des Rébelles, en se déclarant pour nous. D'ailleurs, ce Monarque croiroit peut-être trahir les intérêts de ses sujets, s'il irritoit des puissances qui donnent tant d'activité au commerce des munitions navales qui font un vrai Pérou pour ce pauvre pays-là.

S. M.

Ah! ne me parlez plus de cette cour. Mon cœur se ferre, les larmes coulent de mes yeux; quand je songe à ma pauvre sœur, à cette fleur si tendre, hélas! si cruellement moissonnée avant le tems! Que j'en veux à ceux qui firent rompre la négociation qui devoit l'unir au Prince d'Orange!

Lord North.

Peut-être, si cet hymen eût réussi, aurions-nous plus à espérer des pays qu'il gouverne sous le nom de Stadhouder. Je ne vois que trop, Sire, qu'il nous faut renoncer aux secours des autres



puissances. Aux étranges propositions qu'elles nous font tous les jours, je ne ferois pas étonné qu'une d'elles vînt nous demander la ville ou la banque de Londres pour caution ou pour dédommagement. Les petits Princes du corps Germanique sont encore jusqu'à présent nos plus utiles alliés. Voilà de vrais amis, Sire; ils ne se contentent pas de nous sacrifier leur honneur, ils dépeuplent leurs petits Etats, ils nous envoient la fleur de leurs sujets: nous en sommes quittes pour leur donner de quoi entretenir des filles & des *castrats*. Voilà de vrais amis, Sire! Je voudrois bien pouvoir compter avec la même certitude sur les espérances que nous donnent les Hollandois.

S. M.

Jé pense que c'est sur eux que nous devons faire le plus grand fonds. Le Prince de Hollande, je veux dire le Prince d'Orange, aime l'Angleterre par inclination & par intérêt. Quand il a pris une fois son parti, il tient ferme: il commande à ses maîtres; ainsi étant sûrs de lui, nous avons tout. Aurions-nous besoin de ménager les Etats-Généraux ou la Nation?

[*Lord North*]

En accordant que le Prince est aussi puissant dans ce pays-là que le Grand Seigneur l'est à Constantinople, toujours doit-on appréhender qu'une nation qui nous craint plus qu'elle ne nous aime, ne se souleve, si nous cessons un instant de lui paroître redoutables. En un mot, je doute si nous

n'aurions pas mieux fait de nous appliquer à gagner les Etats du pays, plutôt que le Prince.

S. M.

Avez-vous oublié, Mylord, ce qu'il est arrivé à je ne fais quel petit Gentilhomme de ce pays-là, pour s'être opposé à ce qu'on m'envoyât les troupes Ecoissoises qui sont au service des Etats ?

Lord North.

J'ai donné quelque attention à cette affaire ; pour tirer des conséquences sûres du caractère de la nation. Ce même Gentilhomme, d'un génie remuant, audacieux, amateur des nouveautés, comme le sont tous les factieux, entreprit de faire affranchir quelques paysans des servitudes, que les seigneurs exigeoient d'eux. Voilà comme, dans les anciennes Républiques, & de nos jours dans nos colonies, d'ambitieux démagogues ont commencé par capter la faveur du peuple pour opérer une révolution. Il est vrai que le Prince n'a pas été la dupe de ce prétendu patriotisme. Nous avons si bien sù lui représenter les conséquences d'une pareille conduite, ou plutôt nous avons su former une cabale si puissante contre ledit Gentilhomme, qu'il a été exclus des assemblées d'Etat. On ne pouvoit mieux nous servir : on a coupé le mal par la racine. Autrefois, dans les dietes de la Pologne, on sabroit un opposant trop opiniâtre pour obtenir l'unanimité des suffrages. Dans la République des Pays-bas, où cette absurde unanimité est également requise pour la décision des affai-



res importantes, on employe des moyens plus doux, mais qui ne sont pas moins sûrs. Je commençois à me flatter que l'exclusion dudit Gentilhomme produiroit un effet salutaire ; je commençois même à juger par cette violente infraction des droits les plus sacrés, qui auroit ici occasionné un soulèvement général & placé le nom de cet Hollandois à côté de celui des SYDNEY & des HAMPDEN, que la République n'existoit plus, & que le Stadhouder y gouvernoit despotiquement. Je crains de m'être trompé. Je viens d'apprendre que le dit Gentilhomme est regardé comme un autre Brutus, un nouveau Barneveldt, un martyr de la patrie : on m'assure que le Prince, facile à se laisser prévenir, commence à soupçonner qu'on l'a trompé. J'apprends que le parti François ou anti-Stadhouderien fait les plus effrayans progrès dans ce pays, que le public y est inondé d'écrits séditieux, où le Prince est aussi maltraité que S. M. pourroit l'être dans les papiers Anglois. C'est une dangereuse chose que la liberté de la Presse. Cette fermentation chez un peuple, naturellement tranquille, endurant & doux, me fait craindre quelque funeste explosion.

S. M.

J'ai dans ce pays-là, mon fidele ministre le Chevalier YORKE, négociateur rompu dans le métier & habile courtisan, car il y a une cour dans cette République. Il y a plus de vingt ans qu'il y réside. Nous ne faisons pas comme la cour de France, qui ne laisse pas à ses ministres le tems de connoî-

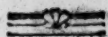
tre leur emploi. Je puis me flatter d'être bien servi. Le Chevalier connoît le fort & le foible du pays. A l'aide de quelques milliers de guinées distribuées à propos à des Ecrivains & à des Magistrats mercénaires, notre parti, d'ailleurs protégé hautement par le Prince, prévaudra toujours en Hollande sur le parti Gallican.

Lord North.

Pour vous dire ce que je pense, cette nation tient moins à nous par l'intérêt national que par l'intérêt de quelques particuliers. Si les Hollandois avoient réalisé les fonds qu'ils ont en Angleterre, peut-être auroient-ils déjà éclaté contre nous; ç'a été une bonne politique de lier ainsi cette nation avide de gain: nous l'avons adroitement réduite à l'état d'un créancier, qui ménage son débiteur, dans la crainte qu'il ne lui fasse banqueroute: entre nous, je ne sache pas, qu'elle nous soit actuellement attachée par aucun autre lien.

S. M.

Il est fâcheux que le Stadhouder ne soit pas souverain absolu. Il est borné par les formes, & ces formes font quelque chose. Je fais bien que l'envie ne manque pas à mon cher cousin de voir son nom inscrit dans l'Auguste Catalogue des Souverains: nous ne contribuons pas peu à l'animer à cette grande entreprise: nous ne cessons de lui mettre devant les yeux la facilité avec laquelle le premier Magistrat de la Suede fut opérer une



révolution semblable, il y a quelques années. Je commence à craindre qu'il manque d'audace & de dextérité. S'il venoit à réussir, comme nous pouvons tout sur ce Prince, nous pourrions nous flatter de gouverner absolument ce petit Etat, d'en monter les ressorts à notre volonté & d'en diriger les mouvements suivant nos intérêts.

Lord North.

Je doute, Sire, que cette révolution, depuis si longtems l'objet de nos vœux & de notre politique, renferme autant de facilités & d'avantages que l'on est porté communément à le penser. Je craindrois plutôt qu'avec un titre brillant, le Stadhouder ne vît les bornes de son pouvoir restreintes, que ce titre ne rendît toutes ses démarches suspectes, sa personne odieuse, & qu'au moindre mécontentement, ses sujets indociles ne formassent, à l'exemple de leurs ancêtres, de funestes conjurations contre leur nouveau souverain. Sire, je ne parle que d'après les annales de ce peuple & d'après les informations que j'ai faites sur ses dispositions actuelles.

S. M.

Vos paroles, Mylord, sont de nouveaux traits de lumière : je crois qu'en effet le Batave ressemble un peu à nos Bretons, qui courboient servilement la tête sous le joug d'un *Protecteur* & ont toujours porté impatiemment celui d'un *Roi*. Vraiment, la condition d'un Monarque Britannique est bien dure. Je suis donc obligé de convenir que le



Prince d'Orange sera plus heureux & même plus puissant avec le titre modeste de Stadhouder, (*) qu'il ne le seroit avec le titre orgueilleux de Roi.

Lord North.

A moins qu'il ne trouvât moyen d'établir un gouvernement purement militaire & modelé sur celui de son oncle. Puisque le dez est jetté, il ne nous reste plus qu'à nous assurer de plus en plus de ses dispositions & à l'enchaîner plus étroitement à nos intérêts. S'il trouvoit alors quelque opposition dans la République, on pourroit lui insinuer de réduire les mécontents au silence avec le secours de ses troupes, assistées des meilleurs soldats de Prusse & de Hanovre, qu'on feroit passer en Hollande, sous prétexte de les embarquer pour l'Angleterre.

S. M.

On dit qu'en effet cette nation devient tous les jours plus ulcérée contre nous. Peut-être devrions-nous renoncer au système que nous avons adopté d'exciter, sous main, nos capitaines de vaisseaux à molester son commerce, pendant que nous les désavouons en public. Ne pourroit-on

(*) Ce titre signifie Lieutenant ou Gouverneur. On seroit étonné que les Etats, qui se disent souverains, aient besoin d'entretenir un gouverneur, dans un pays où ils sont présents, si l'on ne savoit que les noms ne signifient pas toujours ce qu'ils semblent signifier.



pas se contenter de piller leurs bâtimens , sans tourmenter les équipages & leur disloquer les membres ?

Lord North.

L'avis de V. M. feroit excellent , si nous avions affaire à des gens moins intéressés : mais cette nation est d'une avidité pour le gain , qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.


Ne savez - vous pas que la France est attentive à fomentier le mécontentement des Hollandois & ne cesse de les exciter à éclater ?

Lord North.

Ils ont trop de motifs qui les empêchent de se déclarer contre nous. Leur intérêt , voilà leur honneur : ils sont accoutumés à souffrir ces violences , comme nous à entendre leurs plaintes. Les dispositions actuelles des Etats , ne sont pas telles que je le désirerois : cependant je ne désespere pas de les engager encore à nous fournir les subsides stipulés par les traités.

S. M.

Leur Ambassadeur doit venir : nous en conférerons plus amplement avec lui.



DIALOGUE V.

L'AMB. DES E. G. LORD NORTH.

Lord North.

Vous sçavez. Mr. le Représentant de nos bons & fideles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maîtres : vous sçavez que c'est de vos marchands que nos colonies ont tiré la partie la plus considérable des munitions qui les ont mises en état de nous résister : ces griefs sont violens ; cependant l'amour de S. M. pour votre Etat est toujours le même : Elle

L'Amb.

Elle fait qu'un Etat ne sauroit être responsable de toutes les sours menées des particuliers que l'avidité du gain fait se jouer des prohibitions les plus rigoureuses, & se glisser dans les ports les mieux fermés : c'est le génie de notre nation : le souverain même est obligé d'y fermer les yeux : plutôt à Dieu que les autres peuples ne s'introduisissent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités, dont une loi politique défend l'importation ! La République pense au contraire, avoir de violens reproches à vous faire : les saisies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les vio-



pas se contenter de piller leurs bâtimens , sans tourmenter les équipages & leur disloquer les membres ?

Lord North.

L'avis de V. M. feroit excellent , si nous avions affaire à des gens moins intéressés : mais cette nation est d'une avidité pour le gain , qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.

Ne savez-vous pas que la France est attentive à fomentier le mécontentement des Hollandois & ne cesse de les exciter à éclater ?

Lord North.

Ils ont trop de motifs qui les empêchent de se déclarer contre nous. Leur intérêt , voilà leur honneur : ils sont accoutumés à souffrir ces violences , comme nous à entendre leurs plaintes. Les dispositions actuelles des Etats , ne sont pas telles que je le désirerois : cependant je ne désespere pas de les engager encore à nous fournir les subsides stipulés par les traités.

S. M.

Leur Ambassadeur doit venir : nous en conférerons plus amplement avec lui.

D I A L O G U E V.

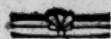
L'AMB. DES E. G. LORD NORTH.

Lord North.

Vous sçavez. Mr. le Représentant de nos bons & fideles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maîtres : vous sçavez que c'est de vos marchands que nos colonies ont tiré la partie la plus considérable des munitions qui les ont mises en état de nous résister : ces griefs sont violens ; cependant l'amour de S. M. pour votre Etat est toujours le même : Elle

L'Amb.

Elle fait qu'un Etat ne sauroit être responsable de toutes les fourdes menées des particuliers que l'avidité du gain fait se jouer des prohibitions les plus rigoureuses, & se glisser dans les ports les mieux fermés : c'est le génie de notre nation : le souverain même est obligé d'y fermer les yeux : plutôt à Dieu que les autres peuples ne s'introduisissent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités, dont une loi politique défend l'importation ! La République pense au contraire, avoir de violens reproches à vous faire : les saisies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les vio-



lences commises sur les équipages , voilà des griefs qu'aucune raison d'état ne sauroit disculper. Cependant, vous devez être assuré que mes maîtres ne desirent rien tant que de vivre en bonne intelligence avec vous.

Lord North.

Il ne suffit pas de vivre en bonne intelligence. Ne sentez-vous pas qu'il est actuellement, plus que jamais, de votre intérêt de faire cause commune avec nous, de s'élever contre la France qui, par sa conduite partielle & des distinctions odieuses, montre clairement combien elle vous méprise & combien votre sort seroit dur, si cette puissance ambitieuse & perfide, ardente à tout diviser pour tout envahir, venoit à obtenir la prépondérance sur les mers.

L'Amb.

Je ne vous cacherai pas, Mylord, que la conduite de la France à notre égard, ne paroît pas à tous les citoyens de la République d'une conséquence également funeste : nous sommes cependant bien éloignés de l'approuver : mais comme nous ne pouvons agir sans l'unanimité, je n'ai rien à vous dire, sinon que vous avez tout à espérer des sentimens que la conduite de la France a inspirés aux bons patriotes. Je ne doute pas que la réponse de mes maîtres à la demande des vaisseaux pris par Paul Jones & des secours stipulés par l'alliance des deux nations, ne soit conforme à vos vœux. En attendant je vous conseillerois de donner des

ordres pour que notre navigation fût plus respectée: car je ne vous cacherai pas que les violences antérieures peuvent avoir ralenti le zèle de nos citoyens. Il faut un peu ménager cette turbulente ville d'Amsterdam, qui veut prendre le ton sur toutes les autres, sous le prétexte imaginaire de défendre la liberté belge. Il vient même d'arriver ici un marchand de cette ville orgueilleuse: il se plaint que je ne soutiens pas les intérêts du commerce avec assez de chaleur: il ose se permettre des menaces contre l'Angleterre: votre Seigneurie ne fera pas mal d'écouter cet original, pour juger des dispositions de la nation & la tranquilliser en lui donnant au moins de bonnes paroles.



D I A L O G U E VI.

L'AMB., LORD NORTH, LE MARCHAND
D'AMSTERDAM.

Le Marchand.

JE pressens, Mr. le Ministre de S. M. B., que vous ne gagnerez pas à tourmenter nos pauvres marchands, & que l'Angleterre, dans sa détresse actuelle, feroit mieux de chercher de nouveaux amis que de s'aliéner ses anciens alliés. On arrête nos vaisseaux, on pille nos marchandises, on estropie, on massacre nos matelots. Vous m'avouerez que ce procédé n'est ni poli ni politique.

Lord North.

Je ne doute pas, mon cher ami, que vous n'entendiez parfaitement le calcul en fait de spéculations de commerce : mais la politique est une sphere différente ; & vous ne pouvez mieux faire que de vous en tenir aveuglément à la décision des Etats vos maîtres : ils savent que, si l'on écouloit vos marchands, leurs résolutions emportées n'iroient à rien moins qu'à élever à un point redoutable la puissance Françoisse, cette éternelle ennemie du repos de l'univers, de la religion &

de la liberté des peuples. Vous n'êtes guidés que par l'intérêt présent & particulier : mais vous ne pénétrez pas dans l'avenir : & le grand intérêt de l'état échappe à vos vues circonscrites dans le cercle étroit des comptoirs & des magasins.

Le Marchand.

N'en déplaise à votre seigneurie, je ne vois pas le danger que court notre religion dans la circonstance présente : je ne vois pas quel rapport il peut y avoir entre la saisie de nos vaisseaux & le Synode de Dordrecht, entre des mœurs & la satisfaction de Christ. Mais les regards sublimes & perçans des grands seigneurs & des ministres des rois, voient tant de choses qui échappent à des vues foibles & bornées, telles que les nôtres ! Vous me permettrez, seulement, de vous demander comment il s'est fait que cette voix du peuple qui ne cessoit de vous dire : „ vous perdrez l'Amérique en voulant la ramener à coups de canon ; la France se déclarera contre vous : l'Espagne l'imitera ; &c. ” vous me permettrez, dis-je, de vous demander : comment il s'est fait que, malgré vos belles spéculations politiques, le peuple a deviné plus juste que vous. Nous ne savons juger des choses que par les effets : les François soutiennent actuellement la liberté de vos Colonies, que vous voudriez détruire : quel intérêt les engageroit à menacer la nôtre ? Vous, au contraire, ne cessez de désoler notre commerce : & je prévois que, si vous ne changez de système à no-



tre égard, vous pourriez nous forcer à repousser la force par la force, suivant la grande loi de la nature, qui vaut bien votre droit politique, auquel je vous avoue que je n'entends rien. Telle est la raison qui m'a fait passer la mer. Je ne suis pas seulement venu, pour vous demander la restitution des navires que vos corsaires m'ont enlevés: je suis encore venu pour vous avertir, que vous avez tout à craindre de la disposition où sont les esprits en Hollande.

Lord North.

Il paroît que, s'il ne tenoit qu'à vous, vos concitoyens ne tarderoient pas à épouser le parti de la France.

Le Marchand.

Votre observation est captieuse: tout ce que je fais, c'est que les François auroient pu nous mener loin, s'ils avoient su nous ménager; j'ai vu le moment où l'on ne formoit en Hollande presque qu'un seul & même cri contre les Anglois. Cette conspiration unanime n'eût pas manqué d'influer dans les assemblées d'Etat. La cour de France, pour achever de nous déterminer, n'avoit qu'à combler la mesure des bons procédés à notre égard. Quels avantages ne pouvoit-elle pas se promettre de notre République, intéressée fortement à l'indépendance de l'Amérique & outrée contre les Anglois, si, après avoir relevé sa marine & attiré l'Espagne, elle se fût attachée à gagner notre

Stad-

Stadhouder, au lieu de l'irriter, & nous eût proposé de nouveaux avantages de commerce, avec le renouvellement de nos anciennes alliances ! Il ne tenoit qu'à elle de changer le système de l'Europe. La guerre seroit finie, l'Angleterre réduite aux bornes que la nature lui a assignées, & l'Amérique reconnue libre. Mais, la France n'a connu ni ses intérêts ni le caractère de notre nation. Elle paroît nous avoir méprisés comme une puissance subalterne ; elle a hasardé des menaces, que ses ennemis n'ont pas manqué de relever : elle s'est permis des actes de partialité qui ont jeté la défiance dans les esprits.

L'Amb.

Vous avez, mon cher compatriote, fort bien jugé ce point de politique. Jamais la France ne rompra le faisceau de fleches qui nous tient réunis. Quand même ses vues ne seroient pas louches, sa politique ne laissera pas de nous être suspecte. Les soupçons qu'elle vient de faire naître, contre-balanceront toujours le ressentiment de ceux qui croient avoir à se plaindre de l'Angleterre.

Lord North.

Je suis charmé de vous voir dans de pareils sentimens. J'en conçois de favorables augures pour la Grande-Bretagne. Tout cela doit vous persuader que votre intérêt est essentiellement lié au bien-être de notre nation. Envain les François

D



vous feroient appréhender une invasion par terre. L'Angleterre les arrêtera toujours, en mettant entre vous & eux une égide que leurs armes & leurs efforts ne pourront jamais entamer.

L'Amb.

Vous avez raison, Mylord ; mais nous avons encore d'autres défenses contre les François. L'Empereur ne leur permettroit pas aisément de s'étendre autour de ses possessions. Il regarde déjà d'un œil jaloux leur accroissement en Amérique. Et s'il étoit jamais d'intelligence avec eux, n'aurions-nous pas infailliblement pour nous le grand Frédéric ? La France, alors obligée de partager ses forces, nous seroit peu redoutable sur terre. Mais, sur mer, quel poids ne mettrions-nous pas dans la balance où nous nous trouverions ?

Le Marchand.

Je vois avec plaisir que notre existence ne dépend pas absolument de la protection des Anglois. Je ne vous cacherai pas, Mylord, que votre nation n'est gueres aimée en Hollande. Il y a bien des patriotes qui brûlent qu'on faisisse l'occasion de venger les outrages qu'elle ne cesse de nous faire essuyer. Par exemple, est-il rien de plus odieux que l'affreux point d'honneur de vos matelots, qui font périr toutes les années un nombre considérable de nos vaisseaux par le cruel refus de s'écarter tant soit peu, quand leurs bâtimens massifs rencontrent, dans des passages étroits, les frê-

les carcasses de nos légers navires? Ces vains honneurs qu'ils nous forcent de rendre à leur pavillon, ne sont-ils pas les causes funestes de toutes leurs violences & de tous leurs outrages à notre égard? Ne sommes-nous pas une puissance indépendante, aussi bien qu'eux?

Lord North.

Il ne s'agit pas, mon cher Ami, de discuter, si votre République est une puissance indépendante ou non. Elle l'est; personne ne le nie: mais elle est une puissance secondaire: vous êtes des enfans encore petits & foibles: vous devez le respect à ceux qui sont plus grands, plus forts, plus âgés. Vous êtes vif, M. le spéculateur en bois, en bled & en fromages. Mes affaires m'appellent ailleurs; je vous laisse avec Mr. l'Ambassadeur, qui vous expliquera plus au long la justice & la modération de notre conduite.

(Lord North sort.)

L'Amb.

Je suis charmé que vous ayez pris avec chacun les intérêts de votre patrie. Mon emploi me fait un devoir de dérober aux Anglois bien des vérités dures qu'ils méritent. Il est à propos de les ménager, parce que nous ne sommes pas encore en état de les braver. Ils veulent bien nous payer les marchandises qu'ils nous enlèvent: nous devons être contents; mais il faut



toujours faire paroître qu'on nous fait tort, & grand tort. S'ils pouvoient remettre les membres à ceux qu'ils estropient ou rendre la vie à ceux qu'ils tuent, cela vaudroit encore mieux : mais patience ! si nous voulions nous défendre, il y auroit bien plus de tués & d'estropiés. Les Anglois finiront toujours par être la dupe de leur violente politique. En nous payant tout ce qu'ils nous enlèvent, il arrive que nous les approvisionons, aussi bien que les François. Ils détruisent ainsi leur acte de navigation. Je vous engage à continuer toujours de faire des requêtes contre eux.

Le Marchand.

Quelle sublime science que la politique ! Le voile qui couvroit mes yeux commence à tomber ; daignez m'initier plus avant dans les augustes mystères des cours.

L'Amb.

Les Anglois croient que nous ne sommes que des manequins qu'ils font tourner à leur gré ; & c'est nous qui les jouons : ils se sont imaginés que nous épouserions leur parti : nous leur avons fait entendre que nous n'attendions que le moment que notre marine seroit montée sur un pied respectable & que nos troupes de terre seroient augmentées, pour défendre les frontieres contre les François. Vous savez que les Etats ont effectivement délibéré sur ces deux objets : les résolutions ont traîné en longueur, comme on le prévoyoit bien : nous



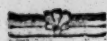
leur promettons une issue conforme à leurs vœux. Pour mieux les aveugler, les Etats-Généraux parurent vouloir accéder à la demande qu'ils leur faisoient de renoncer à la liberté du transport des munitions navales; mais les choses étoient arrangées de manière que la ville d'Amsterdam empêchât tout-à-coup les suites de cette délibération. Par cette adroite politique, il arrive que les Anglois nous doivent de la reconnaissance pour ce que nous paroissions vouloir faire en leur faveur, & que nos droits à la liberté du commerce étant conservés dans toute leur force, nous pourrons bientôt leur objecter la saisie de nos vaisseaux comme une infraction qui nous dégage de l'obligation de fournir les secours stipulés par les traités. Ils nous demandent actuellement ces secours; ils veulent avoir deux vaisseaux qu'un pirate Américain vient d'amener dans le Texel: nous leur aurions déjà répondu, si les François avoient su détruire leur flotte & bombarder Plymouth.

Le Marchand.

Tout ce que vous dites est nouveau pour moi.

L'Amb.

La politique actuelle de l'Etat est d'éluder en temporisant, d'éviter soigneusement de prendre part aux guerres étrangères, pour en tirer tout le parti possible. Le rôle que je joue ici, est des plus difficiles; je dois entretenir cette cour dans l'espérance d'obtenir ce qu'elle demande, afin qu'elle



ne nous force pas de quitter l'avantageuse neutralité que nous avons choisie, & prolonger le tems où nous profitons des sottises de nos voisins.

Le Marchand.

Mais n'est-il pas à craindre qu'une cour aussi politique ne pénètre nos vues, & n'agisse en conséquence ?

L'Amb.

Nous avons une excuse plausible dans l'organisation de notre gouvernement: Nous avons un Stadhouder intéressé à favoriser l'Angleterre; nous avons des Etats-Généraux où il a la plus grande influence; cette tête & ce corps sont en général pour les Anglois: mais notre République est composée de plusieurs autres corps: les Etats particuliers & les villes ont des intérêts différens; il ont voix négative dans les délibérations: voilà le grand point qui conserve notre liberté au dedans & notre repos au dehors. Nous ne pouvons prendre de parti que tous n'y consentent; ainsi nous ne pouvons nous engager dans aucune entreprise, à moins que l'avantage ne soit évident. C'est un chef-d'œuvre de politique que cette unanimité; elle nous empêche, il est vrai, de jouer un rôle dans les affaires de l'Europe; mais que ce rôle nous coûteroit cher! Ne vaut-il pas mieux préférer le bonheur à l'éclat? Les étrangers trouvent notre constitution absurde: elle l'est en effet pour eux qui ne peuvent nous gouverner à leur gré. Je



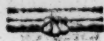
suis , moi-même , obligé de parler quelquefois leur langage ; je m'emporte le premier contre la marche lente & embarrassée de notre machine politique ; il faut bien que j'amuse les Anglois ; ils voudroient que nous les imitions par des résolutions précipitées. La France frémit surtout. Elle ne cesse de nous faire entendre que nous abandonnons notre honneur & nos intérêts , comme si nous ne connoissions pas l'un & l'autre encore mieux qu'elle. Le François a cru frapper un grand coup , en défendant en dernier lieu l'importation des fromages de Nord-Hollande.

Le Marchand.

Il s'est furieusement trompé. Lorsque je partis d'Amsterdam , je vis embarquer une quantité prodigieuse de fromages : on me dit qu'ils étoient destinés pour la France , que l'édit du Roi n'avoit fait que changer leur nom , & qu'on ne les appelloit plus que des fromages de Sud-Hollande. J'ose vous demander , à présent , si nous ne serions pas en état de prendre enfin le parti d'une neutralité respectable & respectée ?

L'Amb.

Je vous observerai que le système de notre constitution fédérative est , comme toutes les constitutions humaines , sujette à des inconvéniens. A raison de la différence des intérêts & des vues , il arrive que tout n'est pas également bien réglé dans l'intérieur du pays. Il faut avouer que nos forces



navales ne sont pas sur un pied propre à en imposer. C'est un grand malheur pour nous qu'ayant dans tous les tems plus de mille vaisseaux marchands sur les mers, nous n'ayons pas de forces régulières pour les protéger. Nous n'avons point, comme la France & l'Angleterre, de corps de marine fixe & permanent. D'ailleurs nous devons craindre d'irriter les Anglois, qui nous payent toutes les années une rente d'environ 1570000 livres sterlings: ce qui, à calculer le change à 36 escalins, qui est son cours actuel, revient à plus de 16956000 florins de Hollande. Vous m'avouerez qu'une somme d'environ dix-sept millions de florins que nous tirons annuellement de l'Angleterre, mérite quelque attention.

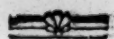
Le Marchand.

Je vois à présent que ce seroit une question bien digne d'occuper une société patriotique, si l'on peut être bon citoyen & avoir des fonds en Angleterre. Si ce numéraire étoit dans notre pays, combien cette augmentation d'espèces, en diminuant l'intérêt de l'argent, ne serviroit-elle pas à ranimer le commerce, à favoriser de grandes entreprises utiles; soit intérieures, en desséchant les marais & les lacs, en défrichant les bruyères; soit extérieures, en facilitant des spéculations nouvelles & étendues, comme nous en faisions autrefois? Que de banqueroutes le haussement de l'intérêt de l'argent n'a-t-il pas occasionnées, & que de branches utiles de commerce ne

nous a-t-il pas fait perdre ? Il est vrai que nos rentiers, en plaçant leur argent dans le pays, n'auroient plus d'aussi grands revenus qu'ils en tirent des Etats emprunteurs : mais l'oïiveté, suite naturelle de leur état, ne les a-t-elle accoutumés à un luxe qui a fait refluer dans ces Etats au delà même des intérêts ordinaires que ces rentiers tiroient dans leur patrie ? Au pis-aller, ils travailleroient comme leurs ancêtres : cet argent rendroit sûrement plus à l'Etat par les produits du commerce, que par les rentes des fonds étrangers : le commerce national n'a-t-il pas été plus florissant & notre puissance plus grande, dans le tems que nous ignorions l'agiotage, système funeste qui n'a servi qu'à dégrader nos ames, corrompre nos mœurs, rendre notre patrie tellement dépendante & esclave des puissances étrangères, qu'elles peuvent nous ruiner à l'occasion d'un premier revers ou du plus léger mécontentement. En un mot, je crois que c'est à ce funeste agiotage, non moins qu'aux guerres où la politique & l'ambition de la Grande Bretagne nous a entraînés, que notre République doit sa décadence, hélas ! trop réelle. Voilà la cause des honteux ménagemens que nous sommes obligés d'avoir pour des puissances qui osent trouver mauvais, que nous ayons le bon sens de ne pas nous égorger avec elles.

L'Amb.

Voilà des vues neuves : vous avez très bien apprécié cet objet. Quant à l'état de notre marine,



j'ajoute que nos officiers de mer ne sont ni assez honorés, ni assez récompensés. Ils sont peu attachés à un pavillon, où ils sont réduits au vil emploi de munitionnaires. Ces soins minutieux avilissent leur ame, s'ils s'y appliquent, & les exposent à être trompés, s'ils n'y donnent pas assez d'attention. Ils n'ont aucun intérêt de soumettre à l'exercice & à la discipline, des équipages qu'ils changent presque à chaque voyage & qui les haïssent, parceque, pour faire bourse, ils ne fournissent à ces équipages que des vivres, qui ne sont ni bons ni suffisans. Je pense que nous devrions moins nous épuiser à entretenir des armées formidables de terre, pour garder des frontieres qui, d'après ce que j'ai déjà observé au Lord North, ne sauroient être menacées. Nous devrions transporter plutôt ces dépenses à la protection de nos côtes & de notre navigation, qui sont la base de notre existence & la source de notre prospérité. Nous avons tant de marins qui ne manquent ni de zele ni de capacité.



DIALOGUE VII. (*)

LORD WEYMOUTH, UN ENVOYÉ DE FRANCE.

L'Envoyé.

JE puis assurer votre Seigneurie que S. M. T. C. n'a rien tant à cœur que d'entamer une négociation, qui puisse amener la suppression totale des malheurs d'une guerre, dont les fléaux ne se font pas moins sentir aux habitans de la Grande-Bretagne, qu'à ceux de l'empire François, & dont la perspective est bien plus effrayante pour vous que pour nous.

Lord Weymouth.

La condamnation indélébile de la France se réduit à la preuve de deux propositions simples & presque évidentes; premièrement, qu'une paix profonde, permanente & de la part de l'Angleterre, sincère & véritable, subsistoit entre les deux na-

(*) Ce dialogue a paru séparément & quelques jours après les autres: il a été généralement attribué au même auteur; ainsi nous l'avons cousu le mieux qu'il nous a été possible avec les autres. Nous avons cru cette remarque nécessaire, pour éclairer les critiques & les commentateurs à venir qui pourroient se quereller sérieusement, si quelques-uns s'apercevoient qu'en effet ce dialogue est un hors-d'œuvre: découverte que les autres ne manqueroient pas d'attaquer, & qui pourroit, peut-être, donner occasion à quelques *in-folio* à pure perte. *Note du Traducteur.*



tions, lorsque la France forma des liaisons d'abord secrètes & ensuite publiques & avouées avec les Colonies révoltées de l'Amérique: secondement que, suivant les maximes les plus reconnues du droit des gens & selon la teneur même des traités actuellement subsistans entre les deux couronnes, ces liaisons pouvoient être regardées comme une infraction de la paix. Vous l'avez troublé cette paix, que la *modération* de Sa Majesté avoit rétablie.

L'Envoyé.

Vous ne dites pas que cette paix déshonorante pour la dignité d'une grande nation, étoit un état forcé qui avoit laissé dans les esprits le mécontentement & le desir de la vengeance. Les François n'ont fait que ce que vous auriez fait à leur place. Transportez-vous, je vous prie, encore une fois, au tems des négociations pour la dernière paix. Rappelez-vous l'inflexible hauteur avec laquelle vous usâtes des droits de la victoire & comment vous abusâtes de succès que vous ne deviez qu'à la perfidie avec laquelle vous nous aviez attaqués en pleine paix. Louis XIV renonçoit, à la fin de ses plus heureuses campagnes, à de brillantes conquêtes, pour éteindre l'envie & le ressentiment dans le cœur de ses ennemis. Comment osez-vous vanter votre modération, tandis qu'il s'en faut bien que vous ayez été aussi modérés que ce Monarque, dont vous ne cessez de re-



lever l'orgueil & l'ambition? Le Canada, une partie de la Louisiane, la Floride, le Cap Breton, la Dominique, St. Vincent, Terre-neuve, Tabago, Madras, le Sénégal & je ne sçais combien d'autres établissemens dans toutes les parties du monde, il a fallu tout vous céder: votre avidité a tout dévoré: font-ce-là des traits de votre modération? Ne deviez-vous pas penser qu'on ne souscrivoit à des conditions si déshonorantes & si dures, que pour obéir à la grande loi de la force & combiner une vengeance plus sûre? Ce n'est pas que j'attribue un droit réel à la force: je ne juge pas d'après le droit; je juge d'après les faits: je ne parle pas en législateur: je parle en politique. Je dis que chaque état doit tenir un rang analogue à sa situation, à sa grandeur & à sa population; les sujets de cet état conservent malgré eux des sentimens d'orgueil relatifs à la force de la société qu'ils composent: un événement imprévu peut bien abaisser cet état: mais il ne sauroit ni l'empêcher de tendre naturellement à se relever, ni étouffer les sentimens des particuliers. Et vous paroissez étonnés de notre conduite actuelle! Vous aviez brisé la barrière en Europe & aux Indes. Il étoit, a dit très bien chez vous un de nos écrivains, de la dignité d'une nation qui prétend en corps aux honneurs de la philosophie, de se fixer des bornes à elle-même & de montrer aux hommes étonnés, une puissance prépondérante & modérée. Si vos ministres avoient connu le cœur humain, apprécié une grande nation telle que la



Françoise, & consulté leurs vrais intérêts, ils ne nous auroient pas contraints à faire de pareilles cessions: vous nous attaquétes en Renards & vous nous fîtes la loi en Lions.

Lord Weymouth.

Si un ennemi étranger avoit fait la conquête des Etats de S. M. B. en Amérique & que la France eût confirmé, par un traité solennel, un acte de violence qui dépouilloit, au milieu d'une paix profonde, le voisin respectable, dont elle se disoit le voisin & l'allié, l'Europe entière se feroit soulevée contre l'injustice d'un procédé qui violoit sans pudeur tout ce qu'il y a de plus saint parmi les hommes. La première découverte, la possession interrompue de deux cents ans, suffit pour constater les droits de la Grande-Bretagne aux terres de l'Amérique Septentrionale & sa souveraineté sur le peuple qui y avoit formé des établissemens avec la permission & sous le gouvernement des prédécesseurs du Roi.

L'Envoyé.

Tous vos publicistes avouent que le soulèvement général de toute une nation ne mérite point le nom de rébellion. Guillaume III fut sans doute un ennemi étranger à l'égard de Jacques II: cependant, Jacques II n'avoit-il pas plus de droits sur la Grande-Bretagne, que George III n'en peut réclamer sur les colonies de l'Amérique? Pour vous montrer la foiblesse de votre argument, je



suppose que les Américains, reconnoissant les droits des prédécesseurs de votre Monarque, se fussent avisés de proclamer le Prétendant ou son ayant cause: que pourriez-vous leur objecter? N'auroient-ils pas droit de vous dire qu'ils rendent à l'héritier légitime un domaine usurpé & que vous êtes vous-mêmes les rebelles & votre Prince l'usurpateur?

Lord Weymouth.

Parcequ'un peuple ose secouer le joug de l'autorité, ou plutôt des loix, qu'il a usurpé les provinces & les prérogatives de son souverain, & recherché l'alliance des étrangers, pour appuyer son indépendance prétendue, ces étrangers peuvent-ils accepter cette alliance, ratifier ces usurpations & reconnoître cette indépendance, sans supposer que la révolte a des droits plus étendus que ceux de la guerre & sans accorder aux sujets rebelles un titre légitime aux conquêtes, qu'ils n'ont pu faire qu'au mépris de la justice & des loix?

L'Envoyé.

Ces phrases sont belles: on diroit qu'elles sont préparées pour entrer dans un manifeste; mais elles sont toujours fondées sur un faux principe. Elles ne vont à rien moins qu'à ébranler tous les trônes, en commençant par celui de George III. Vous savez que tout le monde ne convient pas en Europe, & surtout en Angleterre, que les Américains sont des rebelles. Au moins il n'est pas sûr



que l'infortune les rendra tels : leur crime ou leur innocence dépend du sort des armes : dans cette situation , n'avons-nous pas le droit de les soutenir , comme les Hollandois ont eu droit de soutenir votre Guillaume III , avant que la victoire eût légitimé son usurpation ; ou comme Henri IV & Elizabeth reconnurent & soutinrent l'indépendance des Provinces-Unies , sans attendre le consentement de la puissance dont cette déclaration bleffoit les droits ?

Lord Weymouth.

Il étoit réservé à la France de se vanter de ses dispositions pacifiques , dans l'instant même que son ambition lui inspira d'exécuter & d'avouer un acte de perfidie sans exemple dans l'histoire des nations.

L'Envoyé.

J'ai déjà répondu à votre nouvelle déclamation , en vous prouvant que l'autorité même de S. M. B. n'étoit appuyée que sur des exemples de ce genre. Je pourrois rappeler encore l'assistance secrète ou publique que vous avez donnée aux rebelles de la Rochelle , des Cevennes , ou de la Corse. N'aviez-vous pas auparavant reconnu les droits qu'avoient dans ces différens endroits , Louis XIII , Louis XIV , & la république de Genes , qui les céda à Louis XV ?

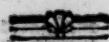
Lord

*Lord Weymouth*

Après avoir épuisé toutes les ressources de la perfidie & de la dissimulation, la France ôse avouer à la face de l'Europe *indignée*, un traité solennel fait avec les agents *ténébreux* des colonies.

L'Envoyé.

Pendant plus de vingt ans votre Reine Elizabeth se consuma en protestations d'amitié pour le Roi d'Espagne, dans le tems qu'elle assistoit secrètement d'argent & publiquement de troupes, un peuple qu'elle regardoit elle-même comme rebelle. Que la conduite de Louis XVI a été bien plus noble & plus franche! Il ne vous a caché sa résolution qu'autant de tems qu'il lui en falloit pour consommer un traité qu'il ne pouvoit faire que secrètement. Il ne vous a point caché qu'il étoit ravi de saisir cette occasion pour voir l'abaissement d'une puissance, qui étoit vraiment trop étendue pour sa sûreté. Si, comme vous le prétendez, l'Europe eût été indignée de cette conduite, pourquoi vous, qui l'avez si souvent soulevée contre la France, ne l'avez-vous pas fait armer en votre faveur dans une circonstance où elle commit, selon vous, une perfidie sans exemple dans l'histoire des nations? Cette inaction, jusqu'à présent inouïe de l'Europe à votre égard, prouve donc avec la dernière évidence qu'elle est bien loin d'être indignée & que son vœu général est pour l'Amérique & la France.

*Lord Weymouth.*

La cour de France oublie sans peine la foi des traités, les devoirs des alliés & les droits des souverains, & ne rougit point d'avilir sa dignité par des liaisons, d'abord secrètes, ensuite publiques, avec un peuple qui ne fonde son indépendance prétendue que sur la hardiesse de sa révolte.

L'Envoyé.

Ainsi les Américains sont, suivant vous, dans le cas des usurpateurs; or, dans quel code politique avez-vous lu qu'il fût humiliant ou défendu de traiter avec des usurpateurs? Les puissances de l'Europe ne sont-elles pas dans l'usage de ne regarder, en ce cas, que le droit du possesseur, si leur intérêt les y engage; elles ne se constituent point les juges des querelles domestiques d'une autre nation. Ces principes vous paroissent renverser les droits des souverains: & c'est précisément le contraire. C'est d'après ces principes que les Puissances de l'Europe envoient des Ambassadeurs à votre Monarque, comme elles en ont envoyé à Cromwel. Ce n'est pas à George III que la France jura une amitié éternelle en 1763: elle a traité avec l'Empire Britannique, auquel étoient alors jointes les treize Colonies qui viennent de rompre le pacte d'association. Elles disent que vous avez commencé par le rompre vous-mêmes, en violant à leur égard la loi fondamentale de votre Etat, suivant laquelle un sujet Britannique ne peut être

taxé sans son consentement. Cet empire étant divisé en deux, pourquoi n'aurions-nous pas le droit de traiter avec l'une & l'autre partie? Suivant les principes de la constitution Britannique, toute autorité ne vient-elle pas du peuple? On a vu quelquefois des ambitieux faire soulever une nation pour leur propre intérêt. Mais il n'est pas dans la nature des choses humaines, qu'une nation entière; où presque tous les citoyens ont part au gouvernement; recoure, sans raison ni motif, à la voie terrible des armes, pour soutenir ce qu'elle appelle sa liberté, & qu'elle secoue unanimement une domination ancienne & affermie par le tems. Dans ce terrible conflit, ceux qui se plaignent; seront-ils moins dignes de foi, que ceux qui leur répondent par le fer & le feu? Vous appelez actuellement les François vos alliés: & pourquoi ne cessez-vous dans toute autre occasion de les appeler, aussi bien en paix qu'en guerre, vos ennemis naturels?

Lord Weymouth.

La France ne se justifie qu'en faisant valoir, tour à tour & presque au même instant, des droits qu'il n'est permis qu'à un ennemi de réclamer: & son adresse à confondre sans cesse deux suppositions qui n'ont rien de commun, est la conséquence naturelle d'une politique fausse & insidieuse, incapable de soutenir la lumière du grand jour. N'est-ce pas permettre la guerre que d'accorder, comme la France a fait, aux Américains, le droit



d'armer dans ses ports & d'en exporter toutes sortes de munitions de guerre ; & peut-on permettre la guerre, sans violer la paix ? En un mot, la déclaration du Marquis de Noailles n'a-t-elle pas été le signal de l'infraction publique d'une paix, annoncée par des faits qu'on ne peut considérer que comme une autre infraction de la foi des traités ? Votre cour, dans son manifeste, n'a-t-elle pas laissé échapper l'aveu des engagements qu'elle avoit formés avec l'Espagne, pour venger leurs prétendus griefs & mettre un terme à ce qu'elles appellent l'empire tyrannique de l'Angleterre sur les mers ?

L'Envoyé.

C'est, sans doute, pour justifier les ordres que vous aurez donnés clandestinement pour prendre les Manilles, que vous amenez ici le Roi d'Espagne : c'est, pour justifier la surprise de Pondichéry, qu'il vous plaît d'assigner à la déclaration du Marquis de Noailles la teneur d'une déclaration de guerre. Que tous les ministres de S. M. B. interrogent leur propre cœur, & ils avoueront que, dans le tems, cette déclaration ne fut pas regardée comme telle. Il y eut dans votre parlement plusieurs membres, qui la représenterent comme un procédé qui n'avoit rien d'extraordinaire, ni d'hostile. Votre Amiral Keppel prouva, avec la dernière évidence, que la chose n'étoit pas encore décidée ; puisqu'il laissa au milieu de sa flotte plusieurs vais-

seaux François, dans la crainte, dit-il, qu'on ne jettât sur lui le blâme d'avoir engagé sa nation dans les horreurs d'une nouvelle guerre. La relation même de ceux qui attaquèrent la *Belle-Poule*, prouve encore, par l'attention qu'ils ont à rejeter l'agression sur les François, combien vos assertions sont fausses: il seroit singulier qu'un *Peuple-Roi*, tel que vous osez vous titrer, fût en guerre sans le savoir. Donc, ce que vous regardez comme un défi & que la France regarde comme une déclaration innocente, n'étoit point accepté pour tel. Or, comme ce principe, probablement faux & certainement douteux, est la raison d'après laquelle vous dites avoir commencé les hostilités, il s'ensuit donc que vous êtes d'injustes agresseurs & que vous avez violé vous-mêmes les droits des nations & de la paix.

Lord Weymouth.

Les déclarations ne sont que des moyens dont les nations sont réciproquement convenues, pour éviter la trahison & la surprise; mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifestes, ne sont jamais nécessaires & ne sont pas toujours les mêmes.

L'Envoyé.

Ainsi, Messieurs les Anglois, vous n'avez pas dégénéré: vous êtes aussi toujours les mêmes;



Toutes ces formalités ou d'autres équivalentes, ne sont pour vous que de vaines institutions : vous nous le prouvâtes très bien en 1755 : vous ne devez donc pas être étonnés que notre Monarque ait pris des arrangemens en conséquence : ses précautions ne sont donc pas, comme vous l'avez insinué, l'effet d'une conscience qui se sent coupable, mais elles sont l'effet d'une prudence nécessaire vis-à-vis d'un voisin, dont on connoissoit la manière d'agir par une trop funeste expérience.

Lord Weymouth.

Que devons-nous faire en voyant la cour de Versailles appliquée avec l'ardeur la plus vive & la plus opiniâtre à l'augmentation de sa marine, & précipitant, sans motifs & sans ennemi, dans tous ses ports, la construction & l'armement de vaisseaux, en détournant une partie considérable de ses revenus, pour fournir aux frais de préparatifs militaires, dont il étoit impossible d'annoncer la nécessité ou l'objet ?

L'Envoyé.

Vous deviez la prévenir, & suivant votre ancienne coutume, l'écraser avant qu'elle eût le tems d'étaler l'orgueil de sa nouvelle puissance maritime,

Lord Weymouth.

Mais, qu'auroit dit le tribunal libre & respec-

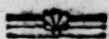


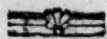
table qui prononce, sans crainte & sans flatterie, l'arrêt de l'Europe, du siècle présent & de la postérité, si nous eussions fait un usage de nos forces plus conforme aux suggestions de la prudence, qu'aux loix exactes de l'apparente équité ?

L'Envoyé.

Depuis que vous vous sentez un peu foibles, vous êtes devenus bien délicats sur le point d'honneur, Messieurs les Anglois. Si vous eussiez été moins délicats, ou plus puissans, vous auriez bravé sans peine les cris des hommes éclairés & désintéressés de l'Europe ; & vos colonies seroient ramenées à l'obéissance : ou plutôt, pour éviter le ton du persiflage, avouez que l'état critique où vous vous êtes trouvés, de ne pouvoir frapper, sans blesser l'apparente équité, ni rester oisifs, sans compromettre vos plus précieux intérêts, montre que votre puissance étoit montée trop haut & que les alarmes que vous avez inspirées partout & que l'Europe fait éclater suffisamment en vous abandonnant, ne sont que trop fondées.

Lord Weymouth.

Il ne convient pas à la dignité de S. M. B. de vouloir rechercher l'époque ou la nature de la correspondance que les agens des colonies révoltées eurent l'adresse de lier avec les ministres de Versailles, & dont on vit bientôt les effets publics dans la liberté générale ou plutôt dans la licence



effrénée d'un commerce illégitime. La conduite des négocians François qui faisoient passer en Amérique, non seulement les marchandises utiles & nécessaires, mais encore le salpêtre, la poudre à canon, les munitions de guerre, les armes, l'artillerie, annonçoit hautement qu'ils étoient assurés, non seulement de l'impunité, mais de la protection même & de la faveur du ministère.

L'Envoyé.

Parceque les François, lors du soulèvement de l'Amérique contre la mere-patrie, étoient en paix avec vous, s'ensuivoit-il qu'ils dussent vous montrer la déférence la plus indéfinie? Devoient-ils repousser de leurs ports des marchands qui venoient y apporter une branche avantageuse de commerce? Ne perdez pas de vue que, dans l'état d'oscillation où cette défection a mis la France vis-à-vis de l'Angleterre, la premiere devenoit naturellement plus pesante, à proportion que le poids de la seconde diminuoit. Souvenez-vous que des états, que la nature & les circonstances ont fait rivaux, ne sont pas des personnes morales: c'est s'abuser que de les juger d'après les mêmes principes qui doivent régler la conduite des individus: ce sont des corps qui ont l'un à l'égard de l'autre un mouvement d'impulsion & de répulsion: & chacun d'eux tend naturellement & forcément, à se remettre à sa place, quand une douloureuse nécessité l'en a fait sortir. Ce sont ces mêmes principes que la Grande-Bretagne a constamment

avoués, toutes les fois qu'elle a prétendu tenir orgueilleusement la balance & l'équilibre de l'Europe.

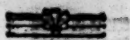
Lord Weymouth.

Nous n'oublierons jamais que c'est par les secours secrets de la France que les rebelles se sont d'abord soutenus, & par ses secours publics qu'ils ont résisté à nos puissans efforts.

L'Envoyé.

Elle n'a donc pas soupçonné sans fondement que votre projet étoit de les rallier, pour les armer contre elle. Des soupçons ne peuvent porter sur des preuves clairement articulées & solidement établies, parceque des soupçons ne sont pas des assertions. Mais, je le répète, la connoissance du caractère de votre nation & le souvenir des déprédations & des insultes commises en 1755, lui suffisoient pour asseoir des soupçons. Vous vous êtes trahis vous-mêmes, en avouant que vous regardiez comme des hostilités, les secours clandestins que nous donnions aux colonies: vous en aviez fait des plaintes trop ameres, pour qu'on ne soupçonnât pas vos vues ultérieures: vous nous regardiez, sans doute, comme des victimes, dont on ne différoit le sacrifice qu'en attendant l'occasion de les immoler plus sûrement. Vous êtes plaisans, Messieurs les Anglois. Quand la France vous reprochoit les fréquentes insultes faites

à son pavillon, vous répondiez que, sur le théâtre vaste & éloigné des opérations d'une guerre navale, la vigilance la plus active, l'autorité la plus ferme, étoient incapables de découvrir ou de réprimer tous les désordres : & quand la France répond sur le même ton à vos plaintes réciproques, vous n'admettez point ses raisons, sous prétexte que la volonté du Prince ne trouve point d'obstacle dans ce royaume. La partialité vous aveugle, au point que vous ne vous appercevez même pas de cette contradiction palpable. Vous ne faites pas attention que le despotisme que vous dites exister en France, y faciliteroit bien plus ces désordres, que dans un empire fondé sur des loix équitables & invariables, d'après le tableau que vous tracez vous-même de votre constitution. Il seroit impossible que la vigilance des loix pût toujours prévenir la contrebande habile. Comme on ne pouvoit empêcher une nation, que vous aviez pris plaisir d'humilier avec un orgueil si révoltant, de saisir avec empressement l'occasion de s'indemniser à vos dépens, deviez-vous vous attendre que vos sollicitations eussent beaucoup d'effet & que la cour même pût, avec la meilleure intention, arrêter une contrebande que tous les François savoient qu'il étoit de son intérêt de favoriser ? Les loix des nations condamnent, il est vrai, ces pratiques ; mais elles ferment les yeux sur la conduite des souverains à cet égard : elles sont contentes, s'ils ne les avouent pas publiquement ; elles croient faire assez, en donnant



à la puissance lésée le droit de confisquer les marchandises coupables, quand elle peut s'en saisir. Ainsi se conduisit votre Reine Elizabeth à l'égard des insurgens des Pays-Bas, sans recourir à plusieurs autres exemples que je pourrois vous alléguer. Le droit public des nations ne fait pas des restrictions plus sévères au droit naturel, qu'ont tous les peuples de commercer avec une liberté illimitée sur toutes les mers & dans tous les pays. Nous ne vous avons jamais promis de ne point commercer avec les Américains. Vous savez vous-même que vous n'avez pas toujours été en état d'empêcher en Angleterre la pratique d'un pareil commerce. La connivence du Roi de France à cet égard, quand même elle seroit prouvée, doit paroître d'autant moins étonnante, que tous les autres souverains en agissent de même. Si vous deviez regarder comme ennemis toutes les puissances dont les sujets ont fourni des marchandises de toutes sortes aux Américains, vous auriez dû commencer par attaquer ouvertement les Hollandois; puisque vous savez que les Américains ont tiré des habitans de St. Eustache & de Hollande encore plus de marchandises que de tous les autres pays. Vous prononcez sans hésiter que la conduite des François est une violation de la paix: pourquoi les autres nations qui n'en ont pas moins fait, seroient-elles moins coupables? Ainsi, vous trahissez malgré vous votre haine nationale & vos vues hostiles.



Lord Weymouth.

Tout le monde sçait que, par les pactes généraux, écrits ou tacites, & par les usages bien entendus de toutes les puissances de l'Europe, chaque métropole doit avoir la propriété exclusive de ses colonies. Notre docteur Mariott l'a prouvé aux Hollandois en leur reprochant leurs méchantes pratiques. Je vous conseille de lire le mémoire justificatif qu'il a publié à ce sujet.

L'Envoyé.

Je n'ai pas besoin de lire ce mémoire; car il ne me dira pas que ce sont les Anglois, qui ont toujours violé ces pactes & ces usages avec le plus d'impudence. C'est par leur commerce illicite avec les colonies Espagnoles, c'est en défendant même cette odieuse contrebande par des guerres ouvertes, qu'ils ont fait prendre le chemin de l'Angleterre aux revenus de ces colonies qui, *par la première découverte, par une possession non interrompue de près de trois cents ans & par le consentement de toutes les nations, appartenoient incontestablement à l'Espagne.* Il me seroit plus aisé de multiplier les autres exemples d'un pareil commerce illicite, que vous avez fait dans tous les pays, qu'à vous de les nier. Ce n'est pas tout: avant que la guerre éclatât, vous aviez déjà vu la nécessité de vous relâcher de vos loix prohibitives à l'égard des Américains; vous leur permettiez de trafiquer directement dans les ports des autres puissances de l'Europe: ne fait-

on pas d'ailleurs qu'il y a eu un commerce constant & direct entre vos colonies & les établissemens des autres états en Amérique? Ainsi les suites de vos procédés odieux retombent sur vous-mêmes. Plût à Dieu! que vous vous fussiez bornés à ces commerces illicites, & qu'en pleine paix vous n'eussiez jamais commis, avoué des hostilités manifestes!

Lord Weymouth.

Jamais ces exemples prétendus n'ont existé: jamais la Grande-Bretagne n'a violé, comme vous tout ce qu'il y a de plus saint parmi les hommes.

L'Envoyé.

Toutes les nations maritimes, voisines, vont déposer contre l'Angleterre. L'Espagne vous reproche que vous ne possédez presque aucun de ses anciens territoires, que vous n'avez acquis par surprise en tems de paix, & que toutes les mers sont témoins que, quand vous avez battu ses vaisseaux, il n'y avoit pas sujet de croire qu'ils dussent même être attaqués. Cette assertion paroît outrée, tant elle est étonnante, elle est cependant dans l'exacte vérité. Entr'autres exemples, l'équité vous reprochera toujours d'avoir surpris la Jamaïque en pleine paix & de vous en être fait adjuger la possession par le droit de la force. Durant tout le cours du regne d'Elisabeth, & constamment, quoique moins souvent, sous les autres regnes, vous avez regardé comme une action glo-

rieuse & patriotique, de piller les vaisseaux & d'envahir les côtes & le commerce exclusif du Roi d'Espagne. Gibraltar même & Minorque, par quel droit les possédez-vous ? N'est-ce pas pour avoir profité odieusement de la détresse où se trouva le Roi d'Espagne à la paix d'Utrecht ? Vous tirâtes parti des circonstances pour le forcer de vous céder ces deux beaux fleurons de sa couronne, que vous n'aviez saisis que pour les rendre au Roi qui seroit accepté par les Espagnols. N'avez-vous pas, en pleine paix, fourni des armes aux habitans de Ceylon pour chasser les Hollandois de Trinquemale ? Ne leur avez-vous pas enlevé en pleine paix plusieurs établissemens dans l'Isle de Sumatra, dont vous avez ensuite su vous faire confirmer la possession par le même droit du plus fort ? En 1755, n'avez-vous pas, en pleine paix, enlevé plus de trois cents vaisseaux François qui naviguoient sur la foi des traités & fait prisonniers huit mille hommes qui étoient la fleur de leurs matelots ? Vous osâtes même soutenir que la restitution des vaisseaux, pris avant la déclaration de guerre, étoit contraire au droit des gens, pour répondre à *l'ultimatum* de notre cour. En pleine paix, l'Amiral Boscawe s'empara de l'*Alcide* & du *Lys*, deux vaisseaux de guerre. Pour nous forcer à nourrir ces prisonniers enlevés si odieusement, ou pour les engager à plonger le poignard dans le sein de leur patrie en les débauchant pour votre service, vous les laissiez périr de misère & de faim. Le caractère sacré d'Ambassadeur n'a pu dérober le malheureux Jumonville à vos coups.



Dirai-je avec quelle cruauté vous avez détruit dans l'Acadie une peuplade d'hommes libres & vertueux, composée de 25000 hommes, uniquement parce qu'ils étoient François d'origine? Quelle orgueilleuse barbarie n'employâtes - vous pas, à l'occasion de ces billets de Canada que vous nous forçâtes à payer? Dites donc, à présent, si d'après des procédés si odieux, si perfides, la France a eu tort de soupçonner vos vues? Pouvez-vous nier que, dans le tems que la France faisoit des préparatifs que votre caractère connu rendoit nécessaires, il a été réellement mis en délibération de l'accabler, en enlevant d'un seul coup de filet, ses navires, ses matelots, ses pêcheurs? Les François ont dû sentir tous ces outrages: l'animosité la plus violente devoit fermenter dans leurs cœurs ulcérés: voilà le sentiment juste & fondé que le soulèvement des Américains a fait éclater. Quand, dans le siècle passé, vous souleviez l'Europe contre la France, il vous eût été difficile d'alléguer d'autre raison qu'une haine nationale, invétérée: mais quand les François vous disent actuellement qu'ils veulent venger leurs griefs & mettre un terme à votre empire tyrannique sur les mers, ils ne combattent point des fantômes & ne parlent point le langage de la déclamation. Vos immenses progrès dans toutes les parties du monde, à leurs dépends & aux dépends des autres nations, & en dernier lieu votre alliance avec les Mosquites, pour pénétrer dans le Mexique, votre prise de possession des Isles Turques & des Isles de Falkland, tous ces faits publics, tous ces griefs



révoltans, ne justifient-ils pas pleinement leurs craintes, n'autorisent-ils pas leur ressentiment & n'absolvent-ils pas leur attention à soulever l'Europe contre votre ambition, contre vos progrès effrayans vers la monarchie universelle du commerce, des mers & des deux Indes? Mais votre règne est passé, le voile est tombé; l'inaction des puissances jadis vos alliées, vous annonce qu'il faut parler un autre langage, changer de conduite & jouer un rôle plus modeste.

Lord Weymouth.

Il ne s'agit pas ici de discuter la justice ou l'injustice de la conduite de l'une & de l'autre cour; il est question de s'arranger pour arrêter l'effusion du sang. S. M. T. C. ne pourroit-elle pas renoncer à son alliance avec les Américains & retirer sa déclaration du 13 Mars de l'année dernière?

L'Envoyé.

Quand il plut au Roi d'assigner aux Américains une place parmi les nations libres, & de traiter avec ce peuple foible & naissant sur le pied de l'égalité, il jura de ne pas l'abandonner, que son indépendance ne fût affermie sur une base ferme & inébranlable. Ce serment, qui tient à l'honneur de la nation, est plus fort & plus sacré que tous ces vains sermens que l'on prête, en signant ces trêves qu'on appelle paix, à l'infraction desquelles on n'a attaché aucun deshonneur, parcequ'elles



les ne sont que des situations forcées, où le plus fort réduit le plus foible, jusqu'à ce que celui-ci soit en état de revenir à la charge & d'attaquer ses rivaux avec d'autant plus d'acharnement que son humiliation avoit été plus grande. Vous voyez, dans cette observation, le principe qui nous a servi de règle. Plut à Dieu que vous n'en eussiez jamais suivi de plus odieux!

Lord Weymouth.

Je suppose qu'on vous rendit le Canada, pour renoncer à vos liaisons avec les Américains. Une acquisition si importante devoit vous tenter.

L'Envoyé.

Votre insinuation est injurieuse. De quel front un François oseroit-il paroître chez l'étranger, si, jamais, il avoit pu concevoir l'indigne pensée de vendre des alliés, des amis? Considérez, Mylord, que, quand même nous aurions l'ame assez noire pour croire cette offre admissible, nous n'aurions pas l'aveuglement de la croire praticable. Nous perdriens d'utiles alliés; & nous n'aurions embrassé que des fantômes. Pourrions-nous compter sur la jouissance tranquille du pays que vous nous offrez, dès que votre réunion aux Américains vous auroit rendu, avec votre ancienne prépondérance, la tentation de nous le ravir de nouveau; & que cette infame trahison, en vous ramenant pour toujours les Américains, les auroit

F



rendu nos éternels & nos plus furieux ennemis ? La France a des vues bien différentes. Je ne fais même si elle ne vous laisseroit pas tout ce que vous possédez encore vers le Canada, au cas que vous missiez bas les armes & reconnussiez l'indépendance des treize Colonies. Elle ne peut ni ne doit les abandonner. Pour sauver votre honneur, on feroit une trêve à longues années, & les Américains seroient traités, comme vous les traitez actuellement, c'est-à-dire comme indépendans de fait. Ces conditions vous sont très favorables : considérez l'impossibilité où vous êtes de ramener l'Amérique & le danger qui vous menace de perdre tout ce qu'il vous reste encore dans cette partie du monde.

Lord Weymouth.

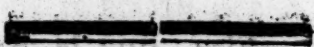
Je suis vraiment étonné que la France se donne déjà le ton de prescrire la loi : a-t-elle acquis ce droit par le succès de ses opérations militaires ? L'a-t-elle acquis par ces victoires navales, qui n'existent que dans ses gazettes & dans les manifestes des vainqueurs prétendus ?

L'Envoyé.

Vos infructueuses campagnes en Amérique sont sûrement des riens : les conquêtes de la Dominique, de St. Vincent, de la Grenade & de plusieurs établissemens en Afrique, sont des avantages prétendus ; la défaite de Byron & la fuite de



Hardy sont des rencontres sans conséquence. Ainsi, tous les Gascons ne sont pas sur les bords de la Garonne : vous nous persuaderiez bientôt que l'amiral Keppel & l'Amiral Hardy ont battu complètement le comte d'Orvilliers & que Prevost & le Général Wayne ont taillé en pièces toutes les armées Américaines.





DIALOGUE VIII.

S. M., LORD WEYMOUTH, LORD NORTH;
LORD GERMAINE, LORD BUTE, UN
SECRETAIRE.

Lord Weymouth.

Croiriez-vous, Sire, que la France nous fait des propositions que les plus grands succès justifieroient à peine & qu'elle ne nous propose rien moins que de faire une trêve à longues années; pendant laquelle les Colonies révoltées seroient indépendantes de fait. Envain ai-je opposé au négociateur les meilleures raisons contenues dans le mémoire justificatif que nous allons faire paroître; je les avois même apprises par cœur pour qu'elles ne perdissent rien de leur force: mais il m'a non seulement répondu, il m'a même fait quelques questions embarrassantes, auxquelles je crains de n'avoir pas pleinement satisfait. En un mot, il m'a représenté la nation Françoisse comme si animée contre nous, que nous devons renoncer à tout projet de conciliations de ce côté-là.

S. M.

Je crois que nous n'avons pas assez prouvé, qu'en 1755 nous n'avons point, contre la sainteté des sermens & la foi des engagements publics

& sacrés, enlevé trois cents vaisseaux François : ce trait leur sert de fondement pour appuyer leurs craintes & leurs soupçons dans la conjoncture actuelle. Je crois qu'en effet dans la dernière paix nous n'avons pas assez ménagé le ressentiment de cette nation. Nous aurions dû penser qu'elle n'est pas si endurante que la nation Espagnole. Mais Johnson est un génie inventif. Il a bien su nous prouver que l'on pouvoit en toute équité fouiller dans la poche des Américains, sans leur demander permission : j'espère qu'il fera les additions nécessaires à notre mémoire justificatif : car s'il arrivoit, par un hazard qu'on ne sauroit prévoir, que les François eussent la gloire de nous battre à coups de canon, il seroit fâcheux que nous n'eussions pas la consolation de les avoir au moins vaincus dans la guerre de plume. J'espère cependant qu'avec le secours de nos bons amis les Hollandois.....

Lord Germaine.

Hélas ! je viens de recevoir une réponse cathégorique de leur Ambassadeur. Nous n'avons plus rien à espérer de cette République. Elle se croit dégagée de ses engagements, sous le vain prétexte que nous avons rompu les nôtres, en violant son pavillon. En un mot, elle refuse positivement de se joindre à nous, en nous accordant les secours stipulés par les traités d'alliance. Ce n'est pas tout. Elle favorise ouvertement les Rebelles. Elle reconnoît les lettres de marque du Congrès & permet à Paul Jones de rester dans le Texel sous pa-



villon Américain. Elle vient de nous répondre décidemment, qu'elle ne peut nous rendre les deux beaux vaisseaux doublés en cuivre que ce corsaire nous a traîtreusement enlevés.

S. M.

Que je me repents actuellement d'avoir fait restituer aux Hollandois les vaisseaux & les marchandises que nous leur avons pris ! Je ne les ménageois que dans l'espoir qu'ils finiroient par faire cause commune avec nous. Hélas ! je ne vois que trop qu'ils m'ont cruellement joué ! Je ne m'attendois pas à une pareille trahison, de la part de mes bons amis les Hollandois. Je ne pardonnerai jamais à mon cher cousin de ne m'avoir pas mieux servi dans un pays où je croyois qu'il avoit tout pouvoir. Encore, si nous pouvions nous flatter d'une juste vengeance : mais je crains qu'il ne soit plus tems de goûter ce doux plaisir des dieux & des rois. Il ne seroit pas prudent de nous attirer sur les bras un quatrieme ennemi, dont la puissance maritime est si considérable. Je vois qu'en effet nous ne devons plus compter que sur nos propres forces & sur nos propres ressources.

Lord North.

Hélas ! ces ressources deviennent de plus en plus insuffisantes. Les impôts sur lesquels nous avons hypothéqué les derniers emprunts, n'ont pas rendu autant que l'on avoit espéré : toutes les bran-

ches des revenus publics sont comme frappées de stérilité : j'ai beau mettre mon esprit à la torture, je ne puis plus imaginer de nouveaux moyens de tirer de l'argent : nous avons taxé les cheminées, les fenêtres, les postes, les chevaux, les chiens, & jusqu'aux domestiques : je crois que nos commis nous volent, ou que le patriotisme s'éteint tout-à-fait dans la Grande-Bretagne : quelle nouvelle taxe pourroit-on établir, au paiement de laquelle personne ne pût se dérober & sur laquelle on pût faire un calcul sûr ?

Lord Bute.

Par exemple, les églises sont des lieux bien publics : ne pourroit-on pas ériger à la porte de chacune, des *custom-houses* (péages) ? On ne pourroit y entrer qu'en payant *six pence* : (six sols) il y a dix millions d'hommes dans les trois royaumes : il y en a qui dans la semaine vont à l'église plusieurs fois, d'autres n'y vont qu'une fois, d'autres n'y vont jamais : en prenant un nombre moyen, supposons que ces dix millions d'hommes vont chacun quarante fois à l'église par an, nous aurons un revenu clair & net de 10000000 de livres sterlings.

Lord North.

L'idée est bonne : on s'apperçoit même que, depuis nos derniers revers, les églises sont plus fréquentées qu'auparavant. Quand on souffre, on est bien dévot. Il seroit seulement à craindre que nos Anglois n'étant pas naturellement fort enclins à la



piété, il n'en fallût davantage pour leur faire abandonner tout-à-fait l'exercice de la religion : d'ailleurs je me suis apperçu, que ce n'est guere que le menu peuple & les pauvres qui fréquentent les églises : ils porteroient seuls le poids de cette imposition : il seroit même à craindre qu'ils n'échappassent à la taxe en se faisant tous méthodistes. (*)

Lord Germaine.

L'idée seroit meilleure, si l'on érigeoit ces *custom-houses* à l'entrée des salles de comédie.

Lord North.

Vous avez raison, Mylord. Nos Anglois se passeront plutôt d'aller aux églises, que de fréquenter les spectacles ; mais il n'y a de théâtres que dans les grandes villes : ainsi cette branche de revenu ne suffiroit pas à nos besoins actuels.

Lord Bute.

Par exemple, il est un certain endroit où tout le monde est obligé d'aller : ne pourroit-on pas faire fermer tous les cabinets particuliers & forcer, comme à Geneve, tous les citoyens à se rendre dans les édifices construits par l'état pour les besoins indispensables ? (†)

(*) Ces sectaires font quelquefois leurs prêches dans les rues & les places publiques. *Note du Traducteur.*

(†) Il paroît que Lord Bute n'a fait que des observations très superficielles dans ses voyages.

Lord North.

Je craindrois que, dans ce cas, tous nos Anglois ne devinssent constipés.

Un Secrétaire entre.

Sire! un courier vient d'arriver d'Irlande. Tout dans ce royaume annonce les symptômes d'une défection, semblable à celle de l'Amérique. Les Irlandois demandent unanimement que tous leurs ports soient libres; & ce qui rend leur demande plus effrayante, c'est qu'ils la font à la tête de quarante mille hommes armés. Ils forment partout des associations, en protestant cependant de leur soumission pour le roi.

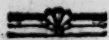
S. M.

O ciel! il ne manquoit plus que cette nouvelle pour consommer nos malheurs. Les colonies persistent dans leur opiniâtre rebellion: nous avons perdu la Dominique, St. Vincent, la Grenade & de riches établissemens en Afrique: la Russie, la Prusse, le Danemarck, la Hollande même nous abandonnent. L'Irlande commence, comme l'Amérique, à se révolter en protestant de sa fidélité: ne finiroit-elle pas de la même manière en secouant tout-à-fait le joug?

Lord North.

Je ne vois pas que nous devions perdre sitôt courage. Nous n'avons qu'à nous appliquer à tourner toutes les dispositions des peuples en faveur du mi-

F.



nistère : n'épargnons pas l'argent à ceux qui préconisent son système & ses opérations : le peuple Anglois est brusque : il n'y a que maniere de le savoir prendre : le ministère fera toujours ici ce qu'il voudra , aussi bien que les autres ministères le font à Paris ou à Constantinople. Si ce peuple a encore du sang dans les veines , il y a moyen de le sucer.

Lord Germaine.

Je crains que le plan de stipendier des écrivains ne soit pas bien sûr. Par exemple , nous payâmes très bien le Sieur Tickell pour un pamphlet qui mit pour un tems les rieurs de notre côté. Quel effet a produit sa *Cassette-verte* (Green-box) de M. de Sartine ? Nous nous étions flattés que ce pamphlet feroit lapider les membres de l'Opposition , en les peignant comme des gens vendus à la France. L'artifice n'a pas réussi : il faut avouer que ce Tickell a bien mérité de nous : car c'est le premier homme qui a loué le ministère actuel ; il a surtout ingénieusement comparé le sommeil , auquel il est vrai , mon cher Lord North , que vous vous abandonnez quelquefois , au sommeil du lion. Mais qu'avoit-il besoin de compromettre sa pénétration en fait de politique , en s'avisant d'annoncer , d'un ton de prophete , que la France n'avoit plus qu'un souffle de vie & que l'Espagne ne se déclareroit pas en sa faveur ? Qu'avoit-il besoin d'aller à bord du *Prince Frédéric* , pour se



faire prendre par les François ? Se feroit-il rendu en France pour être plus à portée de remplir son métier , & nous envoyer des *cassettes-vertes* plus authentiques ?

Lord Weymouth

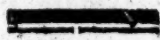
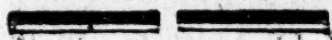
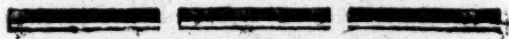
Jamais nous n'eûmes tant besoin de ces sortes d'écrivains pour les opposer aux Price & aux Priestley. Nous devons toujours avoir soin de donner de grosses récompenses aux auteurs soi-disans dramatiques, à proportion que leurs pieces seront lardées de maudissons à gros sel contre les François. Les auteurs y gagnent eux-mêmes; cela les dispense d'avoir de l'esprit. Je me suis apperçu que l'Anglois n'avoit jamais plus de haine & de mépris pour ses ennemis naturels , que lorsqu'il voyoit sur le théâtre un Marquis François, couvert de poudre & de brillans haillons sous un habit d'or, mangeant une feuille de choux, trichant au jeu & volant la bourse de ceux qui l'approchent.

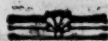
Lord North.

Quelques guinées, semées à propos, peuvent produire de grands effets. J'ai, par exemple, le tarif de toutes les voix qu'il faut acheter dans le parlement, pour faire passer une motion pour un nouveau subside. Croyez-vous que nous aurions encore un pouce de terre en Amérique, si nous n'avions pas eu soin de payer, chez les re-



belles, des gens qui fomentent les divisions intestines & ne cessent de faire naître des soupçons contre les François dans ce pays-là ? Il faudroit surtout bien payer quelque homme de génie, dont l'esprit fertile en ressources imaginât un projet simple & efficace, pour nous guider dans la circonstance épineuse où nous sommes engagés ; j'ai déjà invité les personnes à talens de me communiquer leurs idées.





DIALOGUE IX.

LORD NORTH, DES FAISEURS DE PROJETS.

Un Faiseur de Projets.

La modestie est la compagne du vrai talent ; mais le vrai talent n'est pas toujours encouragé & récompensé. J'ai négligé mes affaires, sacrifié ma fortune, pour découvrir des plans utiles à ma patrie ; j'ai imaginé un projet qui , d'une seule opération politique, éteindra toutes les dettes de l'état ; un autre projet, pour extirper la contrebande & les vols dans la Grande-Bretagne ; un troisième, pour ajouter à la couronne toute l'Amérique méridionale : vous m'avouerez que jamais ces projets ne pouvoient être formés plus à propos : cependant qu'en est-il résulté ? Mes créanciers m'ont tenu pendant plus de deux ans en prison, dans le tems que, me disposant à faire adopter mes trois projets, j'aurois conservé l'Amérique à l'Angleterre.

Lord North.

Croyez-vous qu'il soit encore possible de la ramener ?

Le Faiseur de Projets.

Le génie trouve tout facile. Puisque vous m'ho-



nerez de votre confiance , j'espere voir bientôt tous les ennemis de la vieille Angleterre (*) éperdus & écrasés. Faites armer, & plutôt que plus tard, douze flottes, dont la moindre contiendra au moins 30 vaisseaux de ligne. La plus forte, qui ne fera pas moindre de cent vaisseaux, ira bloquer la flotte & tous les ports de France; d'autres iront bloquer les ports d'Espagne, & les autres, s'emparer du Mexique, du Pérou, des Isles Antilles & des Colonies révoltées. Je vous conseille encore d'en envoyer une à l'embouchure du Texel. Je me défie de ces Hollandois, depuis que j'ai lu dans les gazettes qu'ils avoient reçu Paul Jones à Amsterdam, avec une espece de triomphe. Vous sentez, Mylord, combien ces opérations vastes & brillantes peuvent servir à illustrer votre ministère, à relever la gloire du nom Anglois.

Lord North.

Oui, mon cher ami, je sens tous ces avantages & bien d'autres: dites-moi seulement quels moyens vous avez imaginés pour trouver des hommes & de l'argent?

Le Faiseur de Projets.

Ces soins minutieux appartiennent au cerveau étroit d'un financier, d'un calculateur; ils sont au dessous d'un homme de génie, tel que moi.

(*) Il y a dans l'original *Old England*. Ces deux mots ont en Anglois une énergie qu'une traduction littérale ne rend point en François,

*Lord North.*

Je suis, mon cher Monsieur, extrêmement touché de votre patriotisme : il est fâcheux qu'en travaillant à payer les dettes de l'état, vous ayez été incarcéré pour vos propres dettes : voici quatre guinées : je vous conseille de vous en acheter des culottes & de manger, de tems en tems, quelques tranches de bœuf rôties sur le gril : l'étude & la méditation ne vous ont laissé que la peau & les os. Monsieur le martyr de la patrie, avant de vous occuper de la subsistance de nos armées & de nos flottes, je vous conseille de vous en faire de solides & à l'abri des coups du fort.

Un autre Homme à Projets.

J'avoue que la situation des affaires est fâcheuse ; mais elle n'est pas désespérante. J'étois dernièrement en France : un alchimiste venoit d'y composer un liquide brûlant, qui, lancé dans les navires ennemis, devoit les consumer avec la plus active rapidité. Je me donnois pour Américain, & j'eus le bonheur de m'introduire auprès de l'inventeur. En un mot, j'ai dérobé cet important secret. Louis XVI a refusé de s'en servir. Il faut avouer que les François sont bien fots. Si l'on nous représentoit que cette maniere de faire la guerre est affreuse, horrible, ne pourrions-nous pas répondre qu'il n'y a rien là de plus extraordinaire que les machines infernales que nous avons

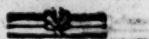


employées plus d'une fois, pour faire sauter d'un seul coup des villes entières, les arracher de leurs fondemens & en disperfer les débris avec les membres déchirés & palpitans des habitans surpris dans les bras du sommeil ?

Lord North.

Votre projet seroit excellent, si vous ne le teniez pas d'un François. Il seroit à craindre que, si nous commençons les premiers à en faire usage, cet exemple ne les autorisât à s'en servir contre nous, ce qui pourroit nous devenir très funeste.

(Les Faiseurs de Projets se retirent.)



DIALOGUE X.

LORD NORTH, UN PHILOSOPHE.

Le Philosophe.

Vous avez, Mylord, dédaigné souvent mes avis salutaires. Je vous aurois abandonné dans la situation désespérante où vos funestes conseils viennent de réduire l'Angleterre, si mon amour pour la patrie ne l'emportoit sur mon amour propre philosophique.

Lord North.

Au moins nous aurons la consolation de terrasser nos ennemis dans un beau mémoire justificatif, que nous allons faire circuler dans toutes les cours de l'Europe.

Le Philosophe.

A quoi cela peut-il servir ?

Lord North.

Que devons-nous faire, tandis qu'ils s'efforcent de nous noircir dans tous les pays ?

Le Philosophe.

Nous taire & les battre.



Lord North.

Votre génie, Monsieur, a percé les profondeurs des sciences les plus abstraites: vous avez, dans des écrits immortels, jugé les rois & les nations, les hommes & les choses: daignez développer, avec la franchise qui vous est naturelle, vos idées sur la guerre présente.

Le Philosophe.

Je vous l'ai dit, il y a longtems, Mylord; elle est barbare & dénaturée, & ses auteurs ont trahi leur roi, leur patrie, l'humanité. Il est cependant un moyen de sauver notre honneur dans cette crise périlleuse: que dis-je? il sauve, à la fois, notre honneur & nos intérêts.

Lord North.

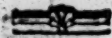
Quel est ce précieux moyen? vous avez excité toute ma curiosité; je suis impatient de le connaître.

Le Philosophe.

Commencez par proclamer l'indépendance des treize colonies révoltées, de la Floride & du Canada.

Lord North.

Est-ce là votre beau projet?



Le Philosophe.

Ensuite renoncez , d'une maniere non moins solemnelle, à la Jamaïque , aux Barbades & à toutes vos isles sous le vent.

Lord North.

Vous perdez la tête.

Le Philosophe.

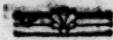
Quand nous aurons déclaré tous ces pays indépendans , fait alliance avec les habitans , qu'ils auront établi leur gouvernement sur une base ferme , & que leur neutralité les mettra à l'abri de l'invasion de nos ennemis , nous proclamerons , avec le même droit & la même solemnité , l'indépendance de tous les établissemens des autres nations de l'Europe en Amérique.

Lord North.

Mais si les colons , sujets de l'Espagne & de la France , refusent la liberté que nous leur offrons , que faudra-t-il faire ?

Le Philosophe.

Nous les forcerons à l'accepter. Nos anciens co-sujets les Américains seront nos amis ou resteront neutres. Avec les forces que nous employons actuellement contre les Insurgens , rassemblées & dirigées contre la Martinique , St. Domingue , la Grenade , Cuba , le Pérou , le Mexique , la Loui-



fiane, &c. nous pouvons nous promettre des succès d'autant plus faciles, que ces pays ont de motifs bien plus puissans de secouer le joug que n'en ont eu nos colonies : ce parti est le seul qui nous reste : toute ma crainte est qu'il ne soit même trop tard d'y avoir recours, & que les François, les Espagnols & nos colonies révoltées ne nous chassent entierement de l'autre hémisphere.

Lord North.

Mais, le Portugal, la Hollande, & même le Danemarck, ne mériteroient pas de partager le sort des François & des Espagnols.

Le Philosophe.

Aussi ne les attaquons-nous pas. Lorsque l'Amérique Angloise, Espagnole & Française seroit libre, nous proposerions aux Hollandois, aux Portugais & aux Danois, ou de rendre également leurs propres colonies indépendantes, ou de renoncer à la liberté de commerce dans tous les pays que nous aurions affranchis. Il est vrai qu'il seroit difficile de les assujettir à cette dernière alternative ; mais la crainte de voir leurs colonies s'avancer d'elles-mêmes à l'indépendance par l'exemple des autres, ne contribueroit pas peu à les déterminer à un sacrifice qui seroit amplement racheté par le commerce libre avec toutes les colonies des autres peuples. La Hollande consentiroit d'autant plus volontiers à cette proposition, que ce petit pays ne peut fournir qu'à ses dépends des habitans

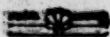
pour former & entretenir des colonies agricoles éloignées.

Lord North.

Ce projet présente de beaux côtés : avouez-moi cependant qu'il n'est gueres philosophe d'égorger les hommes pour leur faire accepter la liberté.

Le Philosophe.

Je doute qu'en portant la liberté aux habitans des établissemens étrangers en Amérique, il soit nécessaire d'en venir à ces cruelles extrémités. On pourroit frapper en Europe des coups, dont l'effet se feroit sentir dans les pays que l'on voudroit rendre libres. Après tout, le bien de l'humanité est préférable à celui d'une nation. Il s'agit de couper pour toujours la racine de guerres futures, & je ne vois pas de moyen plus efficace. Depuis deux cents ans le sang ne coule que pour de misérables intérêts de commerce. Pendant bien des siècles encore, le sang Anglois, François, Américain, rougira la surface des mers, si l'Amérique ne devient pas entièrement libre : une haine invétérée, un ressentiment implacable ne cessera d'armer ces trois nations & de causer, à chaque instant, des embrasemens généraux & affreux. Daignez seulement vous rappeler une des dernières scènes que cette malheureuse guerre a produite. Mettez-vous devant les yeux la rencontre de notre frégate le *Québec* avec la frégate Française la *Surveillante*. Je ne sache pas qu'il y ait de spectacle plus intéressant



pour un vrai philosophe ; plus attendrissant pour un cœur sensible. Figurez-vous deux hommes, également vaillans, qui respectent peut-être leur mérite réciproque ; brûlant de fureur & de rage à la vue l'un de l'autre pour un futile point d'honneur national. Ils sont à peu près égaux en force ; ils ne peuvent gueres se promettre de l'avantage l'un sur l'autre : ils ne laissent pas de se lancer le feu, le fer & la mort : voyez-les au milieu d'une troupe de corps étendus sans vie, mutilés, ou rendant le dernier soupir : rappelez-vous combien ces frêles machines ont coûté de soin à la mere qui les allaita, aux maîtres qui ont perfectionné leurs facultés intellectuelles ou physiques , à la patrie qui veilla à leur défense : pensez à présent que les fruits amers de la victoire ne seront que pour des ambitieux qui n'ont point partagé le péril : envain chercherions-nous à le dissimuler : les François voient dans ces affreux momens, la mort d'un œil aussi sec que les Anglois. La soif de venger leurs anciennes injures leur inspire autant d'acharnement, que l'animosité nationale peut nous en inspirer contre eux : jusqu'à quand les malheureux humains, victimes insensées de leurs folies, iront-ils gaiement à la mort, pour servir l'ambition ou la vaine gloire de quelques chefs de nations, que souvent même ils n'ont jamais vus ? Ecoutez, Mylord, quand les nations ne pourront plus disputer sur les mers que d'industrie & d'émulation, ne voyez-vous pas disparoître les germes empoisonnés, féconds & sans cesse renaissans de cet horri-

ble état qui rend l'homme le plus grand ennemi de l'homme? En un mot, si la paix perpétuelle pouvoit être plus que le rêve des hommes de bien, quel événement pourroit l'accélérer davantage que l'indépendance des deux Amériques? Si vous ne pouvez éteindre la rage d'avoir des colonies, transportez-en dans les terres incultes de votre propre pays; & avant de répandre votre population au dehors, voyez si, au dedans, elle est aussi florissante qu'elle peut l'être. Bornons-nous aux limites que la nature nous a fixées: tous nos efforts pour soutenir notre puissance extérieure ne peuvent plus être que les convulsions de la mort.

Lord North.

Ainsi votre projet seroit de réduire notre empire à l'isle de la Grande-Bretagne.

Le Philosophe.

Oui, Mylord. La nature a évidemment formé chaque isle pour se suffire à elle-même & être le siège de la liberté, & la Grande-Bretagne, qui est la plus grande de toutes, pour être le modèle & la protectrice des autres. Ainsi d'Irlande devoit ne nous être attachée que par une alliance étroite, à laquelle sa situation & son intérêt l'engagent assez. Ainsi nous pourrions abandonner Minorque & forcer les Espagnols à quitter l'isle Majorque, & les François, l'isle de Corse.



Lord North.

Votre projet respire l'enthousiasme d'un honnête homme, d'un bon patriote, d'un ami de l'humanité. Mais les tems ne sont pas encore mûrs pour un projet si relevé. Je vous avouerai même que votre système s'offre sous un air de grandeur, qui m'en impose. Je connois votre désintéressement. Je n'ose vous proposer les récompenses publiques que vos talens mériteroient.

Le Philosophe.

20 JY 63

Je ne veux rien. Je n'attends pas même les applaudissemens du siècle présent. Mon cœur me dit que j'aurai l'aveu de toutes les ames libres & sensibles & le suffrage de la postérité.

F I N.



